

## FACE À UN POUVOIR ILLÉGITIME MAIS À L'OFFENSIVE

# LA SEULE OPPOSITION: NOS MOBILI- SATIONS



### Dossier

**UNE ANNÉE DE CHOCS  
DANS L'ÉDUCATION**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Et dire que Fillon voulait nous  
«foutre un procès»

Page 2

### PREMIER PLAN

Ségur de la santé: les six  
milliards du charlatan Véran

Page 2



### ACTU INTERNATIONALE

Égypte: le gouvernement Sissi,  
le plus répressif de l'histoire

Page 5

### ÉLECTIONS MUNICIPALES

Bordeaux: maintenant,  
«on est là»!

Page 12



édito

Par PHILIPPE POUTOU

## Et dire que Fillon voulait nous «foutre un procès»

Souvenir souvenir... C'était il y a trois ans, en pleine campagne présidentielle. Depuis janvier, le candidat de droite Fillon, si pur, si droit, si froid, s'enfoncé dans la tourmente au fil des révélations du *Canard enchaîné*. Plus on en apprend, plus ça sent la triche et le vol d'argent public. Costards, emplois fictifs : le scandale prend de l'ampleur mais le type ne lâche pas. Même lors de sa mise en examen, il ne retire pas sa candidature alors qu'il avait dit le contraire quelques jours auparavant. En plus, il ment effrontément. Mais c'est cohérent avec son habitude de piquer dans les caisses publiques. On se souvient de ce scénario incroyable. Isolé, fragilisé, il reste candidat. De toute façon Juppé, cet autre délinquant expert en emplois fictifs, envisagé un moment comme la roue de secours, refusera de prendre la relève. C'était trop d'ennuis en perspective. À titre personnel, je me souviens aussi de ce grand débat électoral du 4 avril. Fillon était juste en face et j'avais attaqué sur sa corruption. Il avait serré les dents et lâché un «Je vais vous foutre un procès». On a attendu, mais le procès n'est jamais venu... Contrairement au sien bien sûr. La campagne de Fillon avait pris du plomb dans l'aile mais, au total, il ne sera pas si loin du second tour. Preuve qu'à droite, on vit très bien avec ce genre de délinquance et qu'on fait preuve, malgré les discours, d'un certain «laxisme». Il y a chez eux un sentiment d'impunité et une arrogance sans limite, à l'image du clan Balkany qui a pourtant fini par payer en partie la note après une longue carrière de voleurs. Il faut reconnaître que les lois sont bien faites, par exemple la comparaison immédiate, ça n'existe pas pour eux. Il faut au contraire beaucoup de temps pour juger. Mais parfois, ça arrive. Comme cette semaine, avec la condamnation de Fillon à cinq ans de prison (dont deux ferme), à 10 ans d'inéligibilité, à 375 000 euros d'amende, à rendre l'argent. C'est quasi délicieux. Bon d'accord, il fait appel et il ne paiera pas tout de suite. Mais il est condamné, lourdement, signe qu'il a trompé et qu'il a bien piqué. Comme tant d'autres, bien trop souvent restés impunis. Car derrière ces condamnations individuelles, il s'agit bien d'un système de corruption qui est celui d'une classe sociale, celle des capitalistes, de ces grosses fortunes qui confondent par principe les caisses publiques avec leurs comptes personnels. Mais des fois, il y a un peu de justice.

## BIEN DIT

Ces monuments [coloniaux] doivent changer de statut et passer d'objets de mémoire ou d'hommage à vestiges d'une époque. En fait, ce qui est en train de se jouer, c'est une appropriation de l'histoire, un acte psychologiquement libérateur. On se libère de ses chaînes en commettant l'acte sacrilège de déboulonner les statues. C'est ainsi que se déroulent les luttes d'émancipation.

DORCY RUGAMBA (acteur rwandais), lemonde.fr, 28 juin 2020.

# À la Une

FACE À UN POUVOIR ILLÉGITIME MAIS À L'OFFENSIVE

## La seule opposition : nos mobilisations

Une nouvelle fois, le fait notable des élections municipales est le niveau atteint par l'abstention. Et c'est sans surprise que les listes soutenues par le parti macroniste ont subi un échec. Les crises économique, environnementale, sociale alimentent une défiance toujours grandissante vis-à-vis des partis politiques traditionnels. C'est une nouvelle vague de dédagisme qui balaie des villes comme Lyon, Bordeaux, Marseille, Strasbourg, avec une forte alerte sur Lille. Le prétendu renouveau dont se réclamait LREM a fait long feu.

Au moment où les préoccupations écologiques sont portées par les dérèglements climatiques et la crise sanitaire, après les manifestations de la jeunesse en 2019, l'affichage écologiste de partis et dirigeants paraissant moins englués dans le «système» engendre de nouvelles illusions. Pourtant EÉLV n'est pas un parti né hier et ses dirigeants ont une longue habitude de participation à des combinaisons gouvernementales au bilan écologique plutôt mince. S'il est peu probable que des écologistes prennent le risque de s'afficher dans la logique macronienne à deux ans de l'élection présidentielle, la remontée de LR risque de déporter encore plus à droite l'orientation gouvernementale. Le tout confirme que ce n'est pas des urnes, contrairement à ce que martèlent encore certains à gauche, que sortira l'indispensable «monde d'après» la pandémie. En prenant en compte la dangereuse présence maintenue du RN/FN.

### Une politique inchangée

Ces résultats ont peu de chances d'influer sur la politique gouvernementale. Un probable remaniement ministériel ne changerait rien à la logique macronienne encore réaffirmée ce lundi matin lors de la rencontre avec les membres de la Convention citoyenne sur le climat : Macron a d'emblée rejeté l'idée d'une taxe de 4% sur les dividendes. L'objectif reste la remise en selle d'une économie qui permette aux capitalistes de reconstituer profits et dividendes, notamment dans les secteurs dont la crise était annoncée avant la pandémie et que celle-ci a accentuée. Au centre de cette politique se trouve un ensemble d'attaques contre les salariéEs, le droit du travail, l'ensemble de la



protection sociale, avec y compris le retour de la réforme des retraites.

### Des attaques sur tous les fronts

Dans la santé, les premiers de cordée, c'est-à-dire essentiellement les premières de cordée, ont été envoyées au front sans équipements de protection ni moyens de soigner dans des conditions correctes. Leurs colères sont amplifiées par l'absence d'engagements réels en matière de moyens, les tentatives de division provoquées par les primes, la séparation des discussions entre les médecins et les autres personnels, ou les aides au secteur privé. Pour l'école, enseignantEs et parents d'élève ont de quoi s'inquiéter face à l'absence de moyens mis dans la préparation de la rentrée de septembre et face aux projets de réformes. Pour les salariéEs du privé, les attaques se multiplient, notamment dans l'industrie et le commerce. Les fermetures de sites, les dizaines de milliers de suppressions de postes, de licenciements, détruisent autant d'emplois auxquels s'ajoutent les

suppressions d'emplois indirects avec les conséquences dramatiques sur les villes, les régions. «En même temps» s'amplifie l'aggravation des conditions de travail par la précarisation généralisée de l'emploi, la destruction des collectifs avec les mutations de site en site, l'extension du télétravail, l'intensification du travail, la multiplication des ruptures conventionnelles collectives... Les «Accords de performance collective» permettent de réduire les salaires, le nombre de jours de congés, etc. Le tout sous pression d'un chômage amplifié et alors que la réforme de l'assurance chômage qui réduit encore plus les droits des chômeurEs n'est que suspendue. De nombreux salariéEs, voire petits patrons de l'artisanat et du commerce, sont au bord du basculement dans une misère durable.

### Construire les ripostes

Enfumage et répression sont les deux piliers du prétendu renouveau de Macron. Le saupoudrage de primes, les quelques miettes pour

l'écologie ne visent qu'à désamorcer les contestations les plus avancées. Les syndicats de police savent que le pouvoir aura besoin des «forces de l'ordre» face à la contestation sociale, et ils poussent leur avantage en manifestant contre toutes les annonces, même de façade, du pouvoir, en matière de violences et de racisme.

Sur le front de l'emploi, face aux violentes attaques, les ripostes restent à construire. Nokia, Airbus, Air France, le commerce, la presse et le tourisme confirment le pronostic de près d'un million de chômeurEs supplémentaires d'ici 2021. Les coups de colère des salariéEs de la Fonderie de Bretagne, de Renault Maubeuge, de Choisy montrent que patronat et gouvernement craignent une amplification des mobilisations. Une amplification qui est la tâche de l'heure. Les mobilisations contre les violences policières, pour un service public hospitalier à la hauteur des risques sanitaires, pour la régularisation des sans-papiers, comme les premières ripostes dans la filière automobile, montrent que les hésitations, les attermolements peuvent être dépassés. En tout cas, les urgences sont là et il est grand temps de mettre un coup d'arrêt aux mesures régressives et répressives d'un pouvoir fort de nos faiblesses. La convergence des luttes ne se décrète pas. Mais, face au mépris et aux suppressions d'emplois, au-delà des nécessaires mobilisations locales et sectorielles, le débat doit s'engager sur des initiatives à la rentrée de septembre susceptibles de manifester la révolte de tout le monde du travail, de tous ceux et toutes celles qui refusent que Macron et les capitalistes nous conduisent à une impasse tant sociale qu'écologique.

Robert Pelletier et Henri Wilno

## SÉCUR DE LA SANTÉ

# Les six milliards du charlatan Véran

L'ampleur de la mobilisation du 16 juin a traduit l'exaspération des personnels hospitaliers et de leurs soutiens. Le pouvoir a compris qu'il ne pouvait continuer à jouer la montre au «Sécur de la santé». Attendre les congés d'été en amusant les syndicats et collectifs par des visioconférences, sous la présidence d'une Nicole Notat sans mandat de négociation devenait intenable.

Après la fédération Sud santé sociaux la semaine précédente, ce sont les syndicats de médecins libéraux, puis ceux de médecins hospitaliers, qui ont claqué la porte. Les autres fédérations de salariéEs ont exigé que le ministre de la Santé, en personne, apporte un chiffre.

### Sans rapport avec les besoins

Olivier Véran a donc dû se déplacer pour dévoiler ce que le pouvoir est prêt à «mettre sur la table».

Six milliards d'euros sont prévus pour revaloriser les salaires des personnels des hôpitaux, des EHPAD publics et des établissements privés, soit en tout 1,7 million de salariéEs. Il n'est toujours pas question d'une quelconque enveloppe pour recruter du personnel manquant, principale revendication des personnels épuisés et nécessité absolue pour rouvrir des lits et maintenir les services indispensables aux hôpitaux de proximité. Seul le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, toujours prêt

à dégainer le stylo dès que quelques miettes lui sont jetées, voit dans cette annonce «un bon point de départ, un bon point d'appui». Au regard des enjeux, ces six milliards d'euros sont dérisoires. Rappelons que la «prime Covid» (500 à 1500 euros versés une seule fois) coûte aux alentours de 4 milliards d'euros ! La fédération CGT santé action sociale a effectué un chiffrage qui s'approche certainement davantage des besoins réels. Celui-ci prend en compte le coût de la création de

100 000 emplois hospitaliers et de 200 000 emplois dans les EHPAD. Il prévoit le financement de la revendication de 300 euros d'augmentation de salaire mensuel pour touTEs, de la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique, de la révision des grilles indiciaires, les nécessités de formation. Il aboutit à un besoin de financement de 57 milliards, soit prêt de 10 fois les annonces de Veran. Pour y parvenir, la CGT estime l'augmentation annuelle des dépenses hospitalières nécessaires à 8% minimum, quand elle était initialement prévue d'un peu plus de 2% en 2020. Elle trace aussi des pistes de financement, telles que la suppression des exonérations de cotisations patronales, ou celle de la taxe sur les salaires dans les hôpitaux.

# Un monde à changer

## AMNESTY ÉPINGLE LE RACISME DE LA POLICE FRANÇAISE.

Alors qu'une fresque « Contre le racisme et les violences policières » provoque l'indignation des syndicats de policiers et de leur hiérarchie, Amnesty International écrit, dans son rapport « Police et pandémie », paru le 24 juin : « Dans le cadre du contrôle du respect des mesures de confinement liées à la pandémie de Covid-19, la police a visé de manière disproportionnée les minorités ethniques et les groupes marginalisés dans toute l'Europe, par des violences, des contrôles d'identité discriminatoires, des mesures de mise en quarantaine forcée et des contraventions ». Ce rapport met en évidence l'exacerbation d'un racisme institutionnel et la concentration dans un espace-temps très particulier de cas de violences policières qui le mettent en œuvre sous couvert « d'urgence sanitaire ». Si 12 pays européens présentent des situations similaires, on peut noter que la France coche toutes les cases.

À propos des migrantEs, le rapport explique : « Non seulement les autorités françaises n'ont pas permis aux personnes en mouvement d'avoir accès à de l'eau potable, à des structures d'assainissement et à un logement approprié, mais elles ont également procédé à des dizaines d'expulsions forcées et empêché les défenseurEs des droits humains d'offrir une aide humanitaire aux migrantEs, réfugiéEs et demandeurs ou demandeuses d'asile. » Ce qui s'accompagne évidemment de contrôles au faciès, menaces, insultes,

violences physiques attestées par des témoignages, ainsi que par des amendes pour les soutiens.

« L'application par la police des restrictions des déplacements dans le cadre de la pandémie de Covid-19 a renforcé les tendances déjà discriminatoires et illégales du maintien de l'ordre dans ces quartiers. En Seine-Saint-Denis, le département le plus pauvre de France métropolitaine, où la plupart des habitants sont originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest, le nombre d'amendes pour infraction au confinement était trois fois supérieur à celui du reste du pays ». Et pourtant, souligne le rapport, le confinement y était respecté comme ailleurs, malgré les problèmes de logement. Enfin, « la police a infligé des amendes à des personnes d'origine nord-africaine, des personnes noires ou appartenant à d'autres groupes ethniques minoritaires sans procéder à aucun contrôle individuel en face-à-face pour constater l'infraction. »

Ce qui amène le rapport à conclure : « Il faut de toute urgence lutter contre la triple menace que représentent la discrimination, l'utilisation illégale de la force et l'impunité de la police. » Préconisation d'autant plus d'actualité que l'on découvrirait quelques jours auparavant, lors de la publication du rapport annuel de l'IGPN, que dans « les infractions alléguées », les « injures à caractère raciste ou discriminatoire » ont disparu... suite à une décision du 20 mars 2020.

**S**elon le ministère de l'Intérieur, l'abstention a atteint 58,4% lors du second tour d'un des scrutins auxquels les électeurEs sont les plus fidèles, soit près de 4 points de plus qu'au premier tour, le 15 mars, et plus de 20 points de plus qu'au second tour des élections municipales de 2014. Et dans certaines villes comme à Roubaix ou à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Mame, l'abstention a même atteint plus de 77%, fragilisant ainsi tous les nouveaux éluEs y compris celles et ceux qui clament leur victoire. La faute du Covid ? Du délai entre les deux tours ? Sans doute un peu de ça, mais surtout aussi un système qui est à bout de souffle. En effet, la participation aux élections décline depuis désormais de nombreuses années et la défiance envers les « politiques » jugés hors-sol, envers un système organisé par et pour ceux d'en haut est très grande, en particulier chez les jeunes et les classes populaires.

## Illégitimité du parti au pouvoir

La claque est forte pour LREM, et ses alliances avec Les Républicains n'auront pas permis de l'éviter. Le parti au pouvoir a enregistré sans surprise le désastre qui était annoncé avant le scrutin et que le premier tour avait esquissé. À l'exception notable du Havre, LREM a perdu partout, ou presque, comme à Tours, Besançon, Bordeaux, Lyon et surtout à Paris qui fait figure de symbole. En effet, la tête de liste Buzyn a fait moins de 15%, et ne siègera pas au Conseil de Paris. La ministre Marlène Schiappa, candidate dans le 14<sup>e</sup> arrondissement, n'en sera pas non plus, pas

## MUNICIPALES Crise démocratique et illégitimité du parti au pouvoir

Le second tour des élections municipales a donc bien eu lieu le 28 juin. Ces élections témoignent d'une crise démocratique sans précédent et, plus que jamais, l'illégitimité du pouvoir.



d'avantage que Cédric Villani... Le désaveu du pouvoir actuel rejoint la colère contre tout un système et ceux qui le défendent. Les dures semaines de la pandémie qui ont succédé à un mouvement social contre la réforme des retraites, la gestion désastreuse de l'épidémie par ce gouvernement, son mépris toujours vérifié envers les classes populaires... c'est tout ce qui a nourri la sanction contre Macron et ses amis, au premier comme au second tour.

## De la poudre de perlimpinpin

Dans ce contexte de crise sociale, sanitaire, économique et démocratique,

on assiste à une poussée de l'écologie libérale qui polarise aujourd'hui la gauche institutionnelle. C'est le cas à Lyon, Besançon, Strasbourg ou Tours... Si, au vu notamment de l'ampleur de la crise climatique et des graves menaces qui pèsent sur l'avenir de la planète, les aspirations écologiques sont évidemment légitimes et salutaires, la solution ne viendra toutefois pas de ceux qui, comme EÉLV, ont fait depuis belle lurette une croix sur la transformation de la société, se contentant d'un saupoudrage vert capitalo-compatible. Le PS réussit à gagner plusieurs villes et à en garder d'autres alors qu'il avait été laminé

en 2014. Quant au PCF, même s'il a conquis et reconquis des villes précédemment perdues, comme Villejuif ou Bobigny, des « bastions » historiques disparaissent comme Saint-Denis, Aubervilliers, Champigny, Choisy-le-Roi ou encore Arles, Bezons et Gardanne, affaiblissant encore plus son implantation municipale. L'arrivée du Rassemblement national à la tête de la mairie de Perpignan, une ville de plus de 100 000 habitantEs, montre que la crise actuelle peut aussi accoucher du pire. Si le RN maintient une implantation certaine (la majorité de ses sortants ont été réélus dès le 1<sup>er</sup> tour), il a globalement échoué à élargir son implantation et a même enregistré plusieurs défaites et perdu de nombreux conseillers municipaux.

Après ce scrutin l'heure est plus que jamais à la mobilisation générale : pour en finir avec ce système, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. La résignation n'est pas de mise contre Macron et ses amis capitalistes, dont l'illégitimité est confirmée, et plus globalement contre la violence de tout un système qui nous précipite chaque jour un peu plus vers la catastrophe sociale et écologique.

Joséphine Simphon

## Développer le rapport de forces

Ces estimations donnent une idée des choix politiques à faire si l'on veut réellement que, pour la santé, le « monde d'après » ne ressemble pas à celui « d'avant » et que le système de santé réponde effectivement aux besoins courants et à des situations exceptionnelles, telles qu'une épidémie. Elles montrent aussi le niveau du rapport de forces à créer pour y parvenir.

Les six milliards de Véran prouvent en effet que l'exécutif ne cherche qu'à calmer, momentanément, la colère, pour continuer la même politique de santé. Il n'a aucune intention, pour répondre aux besoins, d'augmenter la dépense publique, en augmentant la part de la richesse produite affectée au service public de santé, via la Sécurité sociale et en prenant sur les profits. Seul un rapport de forces puissant, par une mobilisation déterminée de

longue durée, coordonnée au niveau national, peut y parvenir. Dire que « le compte n'y est pas » comme le font presque toutes les fédérations syndicales, c'est bien, mais définir une stratégie pour que « le compte y soit » serait mieux. La pression de quelques « journées d'action » même réussies ne suffira pas. Après le 30 juin, l'échéance du 14 juillet apparaît comme une date mobilisatrice possible, alors que s'ouvre la période des congés, pour faire pièce à l'indécrite célébration des « héros » par Macron. Cela doit s'inscrire pour les mois qui viennent dans la construction d'un mouvement unitaire démocratiquement organisé à la base et coordonné sur le plan national, de toutes les hospitalierEs et de leurs soutiens si l'on veut que le succès soit au bout du chemin.

Jean-Claude Delavigne



## Le chiffre

# 4%

Tel était le taux de la taxe sur les dividendes proposée par la « Convention citoyenne sur le climat », destinée à lever de l'argent pour financer la transition écologique. Un taux modeste, qui ne concernait que les entreprises distribuant au moins 10 millions de dividendes à leurs actionnaires. Mais c'était déjà trop pour Emmanuel Macron : pour lui et ses amis, les profits valent mieux que la vie.



## Agenda

**Samedi 11 juillet, journée de mobilisation pour le droit au logement.**

**Samedi 18 juillet, manifestation pour le 4<sup>e</sup> anniversaire de la mort d'Adama Traoré, Beaumont-sur-Oise (95).**

**Du 23 au 26 août, 12<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate (11).** Voir page 10.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

J'avais depuis deux ans l'envie qu'il [Éric Zemmour] nous rejoigne dans la case stratégique de 19 heures C'est un auteur extrêmement lu, un essayiste, présent au Figaro et sur Paris Première. Qu'on aime ou non ses opinions, elles existent. L'homme était attendu. C'est une réussite totale. Il a augmenté l'audience de 200% avec en moyenne 400 000 fidèles chaque soir.

SERGE NEDJAR, directeur général de CNews, le Parisien, 27 juin 2020.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## HONG KONG

**L'instauration d'un régime policier à l'ordre du jour**

À l'heure où ces lignes sont écrites, tout semble indiquer qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet les personnes accusées de s'opposer au régime de Pékin seront soumises à des règles comparables à celles en vigueur en Chine continentale.

Il y a un an avait lieu une première offensive visant à faire juger des personnes considérées comme dérangeantes, par des tribunaux aux ordres des autorités de Pékin. Ce projet de loi hongkongais avait été retiré en septembre-octobre face à l'ampleur sans précédent des mobilisations.

Aujourd'hui, on assiste à une nouvelle offensive beaucoup plus radicale. Elle vise à rendre possible l'extension de la législation chinoise à toute personne présente à Hong Kong et considérée comme opposante. En cas de conflit entre la législation de Hong Kong et celle du continent, ce sera cette dernière qui primera. Ce dispositif, mis en œuvre directement depuis Pékin, pourrait être opérationnel dès le 1<sup>er</sup> juillet. Des fonctionnaires venus du continent seront officiellement en poste à Hong Kong, et participeront directement aux enquêtes et arrestations. Certains accusés pourront être éventuellement transférés sur le continent.

Violant ses engagements internationaux antérieurs, le pouvoir de Pékin introduira unilatéralement ces modifications législatives dans le texte servant de Constitution à Hong Kong.

**Les difficultés de remobilisation**

La capacité de résistance de la population a été sérieusement entamée par l'ampleur de la répression. En un an, plus de 9 000 personnes ont été arrêtées pour participation à des manifestations. Plus de 1 700 d'entre elles ont été inculpées, dont 500 pour des délits passibles de dix ans d'emprisonnement (soit à l'échelle de la France, l'équivalent de 80 000 arrestations, 15 000 inculpation et 4 500 emprisonnements de longue durée!). Les jeunes ont été particulièrement ciblés : 63% des personnes arrêtées ont entre 18 et 30 ans, et 19% moins de 18 ans.

La répression s'est abattue sur l'ensemble de l'opposition, de l'aile la plus radicale à l'aile la plus modérée. Des éléments de démoralisation sont à l'œuvre : des milliers de Hongkongais ont déjà pris le chemin de l'exil, et de nombreux autres se préparent à le faire. Simultanément, les effectifs et l'efficacité de la police se sont beaucoup renforcés. Les restrictions à la liberté de manifestation édictées à l'occasion de la pandémie sont maintenues à ce jour.

Dans de telles conditions, rassemblements et manifestations ne regroupent désormais qu'un nombre limité de personnes. La tactique d'affrontement directe mise en place par l'aile la plus radicale du mouvement semble par ailleurs ne plus avoir beaucoup de partisans.

La tentative d'organiser un mouvement convergent de grève de salariéEs et de boycott des cours dans les lycées n'a pas abouti. Une mobilisation des étudiantEs du supérieur n'est actuellement pas possible, car les campus sont fermés depuis des mois suite à l'épidémie de Covid-19.

La mise en place, dès juillet, de la nouvelle loi risque de décevoir les espoirs d'une victoire de l'opposition hongkongaise lors des législatives prévues en septembre : si ils et elles ne sont pas d'ici là en prison, certains candidatEs d'opposition risquent en effet de ne pas avoir le droit de se présenter, ou encore d'être destitués après l'élection, comme cela avait été déjà le cas en 2016.

**Une solidarité internationale limitée**

Depuis un an, la solidarité avec la population de Hong Kong n'a que peu mobilisé la gauche internationale politique, syndicale et associative.

La solidarité est rendue aujourd'hui encore plus compliquée par la polarisation sur le Covid et ses suites et par la lutte pour la suprématie entre les régimes chinois et étatsunien (et l'accentuation de la poussée campiste qui en résulte).

Dans ce contexte, la population de Hong Kong se retrouve aujourd'hui tragiquement seule.

**Dominique Lerouge**

NB : De nombreux documents sont disponibles sur ESSF <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique191> et <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique192>

ÉTATS-UNIS **Sur fond de mobilisations, le soutien à Trump continue de s'éroder**

*Protestations contre le racisme, marche des Fiertés LGBTQ, chômage, déclin de Trump...*

Tout au long du mois de juin, des centaines de milliers de personnes ont manifesté, dans des centaines de villes et villages, contre le meurtre de George Floyd assassiné par la police de Minneapolis. Ont aussi eu lieu des marches des Fiertés LGBTQ qui ont soutenu les manifestations contre le racisme. De grandes marches des Fiertés noires se sont déroulées à New York, Los Angeles et dans d'autres villes ; certaines pour les personnes trans noires qui sont souvent victimes de violences policières. De nombreux membres du mouvement LGBTQ ont souligné les origines communes des deux mouvements de défense des droits civiques – des Noirs et des LGBTQ – dans la résistance à la discrimination et aux violences policières.

**Retour aux racines du mouvement LGBTQ**

Les bannières arc-en-ciel ont flotté cette année au milieu de pancartes contre les budgets de la police. Les marches des Fiertés ont commencé en juin 1970, mais au fil des ans, à mesure que le mouvement LGBTQ gagnait en succès, les entreprises ont commencé à parrainer les marches, qui coopéraient souvent avec la police. Cette année, des porte-parole LGBTQ ont parlé de rompre avec le parrainage d'entreprises et de revenir aux racines d'un mouvement qui a commencé avec une série d'émeutes spontanées contre un raid de la police dans la nuit du 28 juin 1969 à New York, au Stonewall Inn, un bar qui accueillait les personnes LGBT.

Alors que les manifestations contre l'injustice raciale ont largement diminué, de nombreux et nombreuses militantEs se sont



WIKIMEDIA COMMONS

mobilisés pour le retrait des statues des généraux et des politiciens de la Confédération, qui regroupait les États qui avaient fait sécession pendant la guerre civile pour maintenir l'esclavage. Sous la pression, de nombreuses statues ont été abattues par les gouvernements des États ou les autorités locales, ou alors détruites par des manifestants. En réponse, Trump a signé un décret exécutif pour protéger les monuments, soulignant que ceux qui les détruisent pourraient être condamnés à dix ans de prison.

**L'épidémie est toujours là**

Tout cela se déroule au milieu de la pandémie et de la crise économique persistantes. Les États-Unis ont subi, au 28 juin, 125 000 décès liés au COVID-19 et des dizaines de millions de personnes sont toujours au chômage. Après trois mois d'un confinement national plus ou moins strict de mars à mai, le président Donald Trump et les gouverneurs républicains de plusieurs États de

la « Sun Belt » (ceinture de soleil), arguant que la pandémie était presque terminée, se sont précipités pour rouvrir l'économie, entraînant une résurgence du virus. Le Texas et la Floride et de nombreux comtés de Californie ont été forcés de se confiner à nouveau, tandis que huit autres États ont suspendu leurs réouvertures.

Dans le même temps, Trump a demandé à la Cour suprême d'annuler la Loi sur les soins abordables (ACA), connue sous le nom d'Obamacare, ce qui laisserait 23 millions d'AméricainEs sans assurance maladie. Parce que la plupart des AméricainEs obtiennent leur assurance maladie par le biais de leurs employeurs, la crise économique a déjà privé des millions de personnes de leur couverture maladie et 450 000 se sont retournées vers l'ACA depuis le début de la crise. Alors que l'assurance maladie dans le cadre de l'Obamacare reste entre les mains du secteur privé et à but lucratif, Trump et les

Républicains soutiennent que c'est une première étape vers le contrôle du gouvernement et le socialisme.

**Crise économique**

Le Cares Act (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act), signé le 27 mars, qui accorde aux chômeurs 600 dollars de plus par semaine en prestations de chômage prendra fin le 26 juillet, bien que des dizaines de millions de personnes restent au chômage et que l'économie devrait, selon le Fonds monétaire international, reculer de 8%. Cela laisserait la plupart des chômeurEs avec une allocation moyenne de seulement 378 dollars par semaine, ce qui n'est pas suffisant. Les Républicains se sont opposés à une prolongation du supplément de prestations chômage au motif qu'il inciterait les travailleurEs à rester à la maison plutôt que de retourner au travail. De nombreux et nombreuses travailleurs sont en fait forcés de travailler ou craignent de retourner au travail tant que la pandémie persiste.

Avec la pandémie et la dépression économique qui se poursuivent, et le mouvement contre le racisme qui a déplacé vers la gauche l'opinion US sur cette question, le soutien à Donald Trump s'est considérablement érodé. Dans six États clés contestés [le rapport de forces entre Démocrates et Républicains y est incertain-NDLR] – le Michigan, le Wisconsin, la Pennsylvanie, la Floride, l'Arizona et la Caroline du Nord – Biden mène désormais avec une avance de 7 à 11 points. Le soutien de Trump s'est érodé parmi les électeurs âgés, parmi ceux qui n'ont pas de diplôme universitaire et, dans certains États, parmi les électeurs blancs. Trump semble donc susceptible de perdre... mais il reste cinq mois avant les élections.

**Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

ALLEMAGNE **Grande distribution, aviation, cochonnaille, virus et profits...**

*Tout est dans tout. Deux districts du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (Gütersloh et Warendorf), soit 600 000 personnes, ont été à nouveau confinés à partir du 18 juin, sous menace de Covid-19: restrictions à la circulation dans l'espace public et à la fréquentation des bars et restos, des établissements de sport, crèches et écoles.*

fédéraux font les gros yeux mais se contentent de promesses d'amélioration auxquelles ils ne croient pas (« Pretty much zero » confiance, dit le ministre fédéral allemand du Travail !). La famille ou mafia Tönnies refuserait même de donner les noms des salariéEs contaminés, qu'elle n'a peut-être pas tant elle les considère comme du bétail. Une chose est sûre, si le virus est là, les profits aussi.

**Les « big boss » défraient la chronique**

Dans le même temps, l'actualité est marquée par le culot d'autres grands de la planète capitaliste allemande, dans l'automobile et tout récemment dans la grande distribution et l'aviation.

La chaîne de grands magasins « Galeria Karstadt Kaufhof » et sa filiale « Karstadt Sports » viennent d'obtenir d'un tribunal et d'experts en restructurations un montage leur permettant de fermer 62 de leurs 172 sites, d'où la suppression

de près de 6 000 emplois. Les pertes liées au ralentissement d'activité pour coronavirus ont bon dos, car ces restructurations et coupes dans les effectifs succèdent à d'autres, la grande distribution ayant déjà assaini ses profits par des licenciements et ne faisant que saisir l'opportunité du coronavirus pour les poursuivre. Le big boss de la firme, l'autrichien René Benko, est un self-made man décrit comme le requin par excellence, maître dans les achats et rachats dans la zone Allemagne-Autriche-Suisse depuis plus de vingt ans, à la tête d'un empire opaque adossé à l'hinterland des pays de l'Est (mais aussi au monde arabe et à l'Afrique du Sud), par ailleurs en bons termes avec des notables politiques de haut rang.

**La Lufthansa et les profits tirés du Covid**

Évidemment, les avions sont restés cloués au sol mais la compagnie allemande a réalisé un total de

plus de 9 milliards de gains durant ces cinq dernières années (entre autres et déjà au moyen de suppressions d'emplois qui avaient donné lieu à des grèves). Cette fois, elle décroche ces 9 milliards de l'État sous forme de crédits et d'achat d'actions (l'État détiendra 20% de parts de la compagnie) sans aucune contrepartie : pas de droit de regard sur le respect de mesures écologiques, pas de droit de regard sur la politique de l'emploi – la Lufthansa annonce d'ores et déjà une « surcapacité » de 22 000 emplois, dont 11 000 en Allemagne. Soit un emploi supprimé sur six.

La plus grande puissance capitaliste d'Europe annonce les plans les plus ambitieux en faveur de ses grands profiteurs. Normal ! Ses dirigeants politiques leur réservent même, en fric alloué pour licencier, un « traitement de faveur »... ce qui se dit « Extrawurst » en allemand, ou « saucisse de choix »...

**Michelle Verdier**

Depuis, la répression n'a pas cessé : après d'autres comme Lina Atallah, rédactrice en chef de *Madamasr*, c'est Nora Younés, rédactrice en chef du site en ligne *Al Manassa*, qui a été arrêtée le 24 juin, puis libérée sous caution 26 heures plus tard. Les motifs sont toujours les mêmes : diffusion de fausses nouvelles, atteinte à la sécurité de l'État, affiliation à une organisation terroriste (sous-entendu les Frères Musulmans).

#### Les militantEs et leur famille ciblés

La veille, avec les mêmes motifs, c'est la sœur du fameux militant Alaa Abdel Fattah, Sanaa Seif, qui était arrêtée, au lendemain du jour où elle faisait un sit-in avec sa mère Layla Soueif et sa sœur Mona devant la prison où Alaa est incarcéré. Elles ont été battues et dépouillées par des femmes « voyous » sous l'œil indifférent des gardiens. C'est une technique usuelle du pouvoir : non content de s'en prendre aux militantEs, ce sont tous leurs proches qui sont sous la menace. Le cas le plus emblématique : cinq cousins de Mohamed Soltan, égypto-américain vivant aux États-Unis après avoir passé deux ans en prison en Égypte, militant des droits humains, ont disparu pendant deux jours pour se retrouver emprisonnés en préventive pour les mêmes motifs de diffusion de fausses nouvelles et appartenance à un groupe terroriste. Le crime de Mohamed Soltan : poursuivre devant la justice états-unienne l'ancien Premier ministre El Beblawi, actuel directeur exécutif du FMI, en tant que responsable des mauvais traitements et des tortures entre 2013 et 2015. Une arrestation en Égypte, c'est la maltraitance assurée : cellules bondées, pas de lumière naturelle, insuffisance ou absence de nourriture, pas d'eau potable dans un pays où les températures l'été

## ÉGYPTE Le gouvernement Sissi, le plus répressif de l'histoire

Le dernier classement de Reporters sans frontières classe l'Égypte en 166<sup>e</sup> position sur 180 pays, en recul de trois places par rapport à l'an dernier. L'ECFR, Commission égyptienne pour les droits et libertés, a comptabilisé, du 20 septembre au 21 octobre 2019, 4321 emprisonnements, 2932 personnes mises en détention provisoire, 55 disparitions. Les journalistes paient un lourd tribut : entre octobre et décembre 2019, 25 d'entre eux ont été arrêtés.



WIKIMEDIA COMMONS

atteignent facilement les 40 °C, pas de soins médicaux (cause du décès de l'ex-président Morsi) et la torture systématique : coups, électrocutions et viols. Aussi, à l'occasion de la journée internationale de soutien aux victimes de tortures le 26 juin, trois organisations égyptiennes de défense des droits humains ont lancé une campagne « Contre la torture, pas de torture en Égypte » qui prévoit entre autres la publication des noms d'auteurs de torture.

**Les médecins également visés**  
On pourrait penser que seuls les activistes ou leurs proches sont

menacés, mais en pleine crise du Covid, même les médecins qui s'insurgent contre leurs conditions de travail désastreuses sont victimes d'arrestations arbitraires sous prétexte de diffusion de fausses nouvelles sur la situation sanitaire, d'appartenance à un complot terroriste. Les médias proches du pouvoir les accusent de trahison et réclament pour eux la peine de mort. Il faut savoir que le système de santé est plus que défaillant, sinon absent de pans entiers du pays et que, depuis le début de la pandémie, beaucoup de médecins ont été infectés faute d'équipements de protection suffisants.

Le syndicat des médecins accuse le gouvernement d'avoir muté les médecins trop bavards dans les hôpitaux où sont traités les patientEs atteints du Covid ou dans des gouvernorats éloignés en guise de punition. Même les influenceuses de l'application TikTok sont poursuivies pour diffusion d'idées immorales et atteinte aux valeurs familiales égyptiennes. Malgré toutes ces exactions dont le régime ne se cache même pas, la communauté internationale et singulièrement les pays vendeurs d'armes ne disent rien, France en tête puisque son VRP en chef Le Drian a fait huit fois le voyage pour placer Mirage, corvettes, frégates... En ce moment, c'est l'Italie qui joue les VRP, faisant l'impasse sur l'assassinat de Giulio Regeni, retrouvé mort sur le bas-côté d'une voie rapide, victime d'une lutte entre services de renseignement parce qu'il travaillait à une thèse sur les syndicats indépendants issus de la révolution de 2011. Une vente qui ne serait que la première phase d'un contrat de 8 à 9 milliards de dollars, contrat du siècle selon l'Italie mais honte du siècle selon Amnesty International puisque l'Égypte n'a cessé de se défausser et n'a jamais vraiment coopéré avec la justice italienne.  
**Hoda Ahmed**

## ISRAËL Les députés palestiniens d'Israël appellent les Démocrates à s'opposer à l'annexion

L'ensemble des 15 députés de la Joint List ont envoyé une lettre aux membres démocrates du Congrès US, leur demandant de s'opposer à l'annexion [de la Cisjordanie]. Le groupe de la Joint List [liste arabe unie] est une coalition de plusieurs partis arabes du pays.

La lettre commence ainsi : « Nous, membres de la Joint List, qui s'est classée troisième lors des récentes élections, représentant la minorité palestinienne en Israël ainsi que des Juifs progressistes, vous écrivons pour vous faire part de notre préoccupation concernant les projets imminents du gouvernement israélien, soutenus par l'administration US, d'annexer des régions de la Cisjordanie palestinienne occupée. Si l'on en croit les accords au sein de la coalition gouvernementale en Israël, l'annexion pourrait commencer dans les prochains jours ».

#### Feu vert de l'administration Trump à Netanyahu

L'équipe « Moyen-Orient » de l'administration Trump s'est réunie [la semaine dernière] pour déterminer comment elle se positionnait par rapport au plan d'annexion proposé par le gouvernement israélien. Pour la plupart des observateurs, c'est un feu vert qui sera donné au Premier ministre Benjamin Netanyahu, même si l'on rapporte qu'ils n'auraient pas réussi à aboutir à une décision.



DR

En plus de l'appel aux élus démocrates à se positionner contre l'annexion et contre le « plan de paix » de l'administration Trump, la lettre de la Joint List appelle également Biden et son équipe à prendre une position forte sur le sujet s'il gagnait les élections en novembre : « Nous vous demandons d'adopter une position ferme contre ces projets et d'utiliser tous les outils à votre disposition, législatifs et autres, pour les arrêter ».

Bien qu'il s'oppose publiquement aux plans d'annexion israéliens, Biden a affirmé que l'idée d'un conditionnement de l'aide militaire à Israël était une « erreur gigantesque » et « absolument scandaleuse ».

#### « Complices de l'apartheid du 21<sup>e</sup> siècle » ?

« Le troisième plus important parti au Parlement israélien demande

franchement au Congrès de prendre des mesures et d'en annoncer les conséquences. Les Démocrates doivent prendre une décision », explique Beth Miller de Jewish Voice for Peace (USA). « Vont-ils continuer de se lamenter et de dire qu'ils sont "préoccupés", ou vont-ils faire quelque chose ? Soit ils entendent et, finalement, protègent les droits des Palestiniens, soit ils resteront dans l'histoire comme les complices de l'apartheid du 21<sup>e</sup> siècle ».

Les Démocrates élus à la Chambre des représentants font actuellement circuler une lettre s'opposant à l'annexion, mais ce texte se fonde sur des préoccupations concernant la sécurité de l'État d'Israël, et ne dit pas un mot concernant la nécessité de rendre ce dernier responsable de ses actions contre les Palestiniens. Une lettre élaborée par les sénateurs démocrates, plus tôt dans l'année, indiquait que les relations entre Israël et les États-Unis pourraient être remises en question par l'annexion, mais toute mention de cette hypothèse avait été rapidement retirée.

**Michael Arria,**  
traduction Julien Salingue

Version originale en ligne sur :  
<https://mondoweiss.net/2020/06/palestinian-members-of-israeli-parliament-call-on-democrats-to-oppose-annexation/>

## SYRIE « Nous voulons vivre »

La Syrie fait face à de nombreux problèmes socio-économiques. La pandémie mondiale du Covid-19 les intensifie et provoque de nouvelles manifestations.

Avant l'irruption de la pandémie à la mi-mars 2020, le taux de pauvreté de la population en Syrie était estimé à plus de 85%. Il a certainement augmenté depuis. De plus, la valeur de la livre syrienne n'a cessé de chuter, diminuant d'environ 105% depuis le début du mois de mai par rapport au dollar et de près de 360% depuis juin 2019. Les conditions de vie de la grande majorité de la population syrienne sont de plus en plus misérables. Cela sans oublier les conséquences des destructions massives causées par la guerre, estimées à environ 500 milliards de dollars états-unis, et des politiques autoritaires et néolibérales continues du régime despotique d'Assad.



DR

#### Manifestations

Depuis le 7 juin, des manifestations populaires éclatent dans les régions de Sweida, Daraa ainsi qu'aux abords de la capitale Damas, dans la ville de Jaramana. Elles dénoncent la cherté de la vie et exigent la chute du régime d'Assad ainsi que le départ de ses alliés, la Russie et l'Iran. Le slogan principal des manifestantEs est « Nous voulons vivre », comme un appel pour plus de justice sociale et de démocratie.

Pour tenter de minimiser l'impact de ces manifestations, le régime syrien a lancé des contre-manifestations dénonçant les sanctions étatsuniennes. Les forces de l'ordre ont également violemment réprimé et arrêté des manifestantEs dans la ville de Sweida. Les conditions qui ont conduit aux soulèvements populaires sont toujours d'actualité. Le régime a non seulement été incapable de les résoudre, mais les a exacerbées. Malgré tout le soutien de ses alliés étrangers et en dépit de sa résilience, le régime d'Assad fait face à des problèmes insolubles. Son incapacité à résoudre les graves problèmes socio-économiques du pays, combinée à sa répression incessante, a provoqué des critiques et de nouvelles protestations.

#### Horizon compliqué

Cependant, ces conditions ne se traduisent pas automatiquement par de nouvelles opportunités politiques en particulier après plus de neuf ans d'une guerre destructrice et meurtrière. L'absence d'une opposition politique syrienne structurée, indépendante, démocratique, progressiste et inclusive, rend difficile l'union des classes populaires diverses. Cette convergence sera nécessaire pour défier à nouveau le régime à l'échelle nationale. Tel est le principal défi. Malgré les conditions difficiles engendrées par la répression, la paupérisation et la dislocation sociale, une alternative politique progressiste doit être organisée au sein de l'expression locale de ces résistances. Damas et d'autres capitales régionales estiment qu'elles peuvent maintenir leurs dominations despotiques en recourant en permanence à une violence massive contre leurs populations. Cela est voué à l'échec, comme les explosions de protestations populaires régionales continuent à le démontrer.

**Joseph Daher**

Article paru dans le n° 370 de *solidaritéS* (Suisse).

## PROF BASHING: LE MENSONGE COMME ARME POLITIQUE DU MINISTRE BLANQUER

**D**ébut juin, les profs ont été visés par une campagne de dénigrement fallacieuse dans laquelle le ministre a joué un rôle majeur. Son timing et son contenu n'étaient pas anodins. Rappelons que l'ouverture des écoles à toutes les élèves à partir du 2 juin était un leurre. Sans recrutement de personnels supplémentaires, sans extension des locaux, des sanitaires, et des espaces de récréation, les mesures d'hygiène et de distanciation physique étaient incompatibles avec l'accueil de tous les élèves. Pour les parents qui avaient cru les annonces ministérielles et qui comptaient sur la réouverture des écoles, ce fut une grande déception.

### Une campagne calomnieuse, le ministre à la manœuvre

C'est précisément à cette date que le 20h de TF1 annonçait que 40% des enseignantEs n'avaient pas repris la classe. Le 9 juin, le 20h de France 2 parlait de 40 000 profs qualifiés de « décrocheurs ». Le

10 juin sur RTL, Blanquer crédite la thèse des « profs décrocheurs » en déclarant qu'ils et elles seraient sanctionnés. Face au tollé provoqué, l'administration de l'Éducation nationale devra préciser ses statistiques le 12 juin: 60% de profs sont en classe, 35% en télétravail, 5% en absence (incluant les arrêts maladie, les gardes d'enfants, etc). Et en réalité, 5%, c'est le taux moyen d'absence des salariéEs, public et privé confondus. Pourtant le 13 juin, Anne-Christine Lang, rapporteure de la loi « Blanquer », remet une couche de malhonnêteté dans une tribune fustigeant « des centaines de milliers d'enseignantEs qui ne se sont pas sentis concernés ».

### Quand on veut tuer ses profs, on les accuse d'avoir déserté

En alimentant cette campagne fallacieuse, le clan Blanquer tente de faire d'une pierre trois coups. Premièrement il se dédouane de la gestion calamiteuse du déconfinement dans les écoles en reportant la faute sur les profs.

Deuxièmement, il cherche à prendre sa revanche en visant le moral des enseignantEs qui se sont toujours beaucoup battus contre sa politique. Enfin, il prépare le terrain à de nouveaux projets visant à se passer d'elles et eux: l'externalisation de certains enseignements (sport-santé-culture-civisme, nommé 2S2C), le développement du marché des ressources numériques à distance, accompagné du renforcement d'un management autoritaire (loi Rilhac sur les directeurs d'école présenté à l'Assemblée le 22 juin).

Nico Nomas



## TOUJOURS MOINS DE PROFS POUR PLUS D'ÉLÈVES

**L**e confinement a prouvé à quel point Blanquer était un homme de parole. Il promettait, sur TF1, le 27 mars 2020 « [qu'on] ne fera pas une seule fermeture de classe en zone rurale sans l'accord du maire. » En réalité, il s'agit d'un déplacement des moyens de l'éducation prioritaire (essentiellement en zones urbaines populaires) vers les zones rurales. 14 académies (sur 31) perdent des postes d'enseignantEs et dix gagnent quelques miettes. Il y a deux fois moins de postes créés en 2020, par rapport à 2019, sur les académies de Créteil et Versailles, alors que le nombre d'élèves scolarisés augmente.

### Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient touchés

L'an II de la réforme du lycée amène le vent mauvais de

suppressions de postes. Le bilan global est une baisse nationale de 1 100 enseignantEs dans les lycées, en particulier en mathématiques (une perte de 460 postes). Il en va de même en lycée professionnel. À tous les niveaux, les classes sont surchargées, y compris dans les zones populaires et rurales. Il est urgent d'embaucher massivement des enseignantEs pour améliorer les conditions d'études de tous les jeunes.

### À bas la précarité!

Le mauvais traitement médiatique et les faibles salaires entraînent une baisse du nombre d'inscrits aux concours d'enseignantEs (une perte de 9,3% entre 2019 et 2020, soit une baisse de 18,6% depuis 2017).

Le confinement a interrompu les concours de cette année entre les

écrits et les oraux. Une bataille sourde a eu lieu pour arriver à ce que les postes soient néanmoins pourvus (sans avoir à passer d'épreuves supplémentaires). Mais la guerre n'est pas finie. Les enseignantEs stagiaires de cette année voient souvent leur période de stage reconduite (jusqu'en décembre prochain), alors que ces mêmes collègues ont participé à la continuité pédagogique. Mais ce cadre n'est pas reconnu par l'administration. En quelques années, la précarité est devenue la norme de la maternelle à l'université. Loin de reconnaître l'investissement remarquable des « contractuelEs » avant et pendant le confinement, le ministère les jette à la rue dès qu'il n'en a plus besoin. Nous exigeons la titularisation immédiate de l'ensemble des précaires.

Raphaël Greggan

## QUAND UN RECTEUR RÉINVENTE LA SCOLARITÉ RÉSERVÉE AUX GARÇONS

**L**a réouverture « progressive » des écoles du 11 mai au 22 juin a permis toutes les audaces. Celles d'une école « à la carte » qui rompt avec le principe d'une école obligatoire et donc commune à toutes et tous. Cela ouvre aussi une porte dangereuse, en permettant à l'institution de choisir les élèves qu'elle scolarise.

### «Principe de réalité» ?

Dans l'académie de Créteil, le recteur Auverlot a donné des directives aux principaux de collèges pour que soient accueillis, en priorité, « les garçons décrocheurs ». Les syndicats se sont

scandalisés; le recteur a assumé. Au nom, a-t-il dit, du principe de réalité: les garçons sont plus nombreux que les filles à être sanctionnés à l'école, ils sont en souffrance, il faut les aider davantage.

Un raisonnement curieux qui n'est pas sans rappeler la petite musique du « sexisme inversé ». Et qui, comme lui, est une pure invention. Car ce que soulignent les enquêtes sociologiques, c'est bien un écart d'attention, d'individualisation, accordé par l'institution scolaire aux garçons. Ce qui, à terme, leur bénéficie. Si le recteur avait un peu plus lu les sciences sociales, il aurait

donc su que loin d'avantager les filles, le système scolaire contribue, comme le reste de la société, à reproduire les systèmes d'oppression comme le sexisme.

Cette fâcheuse inversion des priorités montre donc à la fois que l'institution scolaire est loin d'en avoir fini avec l'idéologie conservatrice, mais aussi qu'elle attache plus d'importance à son rôle de « canalisateur » des jeunes garçons les plus visiblement turbulents, qu'à la lutte pour l'émancipation de toutes et tous. Encore un sujet où on ne pourra donc compter que sur nous-mêmes! Raphaël Alberto

**L'**année scolaire qui vient de s'écouler a été éprouvante dans l'éducation nationale. Le suicide de Christine Renon, directrice d'école à Pantin (93) a marqué la rentrée, comme emblème de l'épuisement de l'ensemble de la profession face aux injonctions contradictoires du ministère. Puis, il y a eu l'annonce de la réforme des retraites, qui aurait entraîné une baisse de 40% des pensions dans la fonction publique. Pendant deux mois, une partie importante de l'éducation nationale a reconduit une grève interprofessionnelle, en jouant un rôle majeur, notamment dans la construction des assemblées générales.

Ne relâchant pas leurs efforts, les enseignantEs des lycées ont continué par une grève contre la réforme du baccalauréat (les E3C) en janvier-février. Le 5 mars, les universités et la recherche entrent dans la grève, contre le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), qui vise à précariser encore plus l'enseignement supérieur.

Le confinement a obligé les enseignantEs à inventer un enseignement à distance, quand rien n'était prêt, et à supporter les ordres délirants d'un ministère en faillite. L'année s'est terminée par des protocoles sanitaires de retour à l'école, impossibles à tenir. Sans compter le « prof-bashing » où les médias ont désigné les enseignantEs comme responsables de l'ensemble des dysfonctionnements du secteur. En réaction à leurs luttes, les personnels ont subi une répression importante. Que ce soit la police, non seulement dans les manifestations, mais aussi à l'intérieur des lycées, pendant les grèves du bac. Ou bien les sanctions disciplinaires (internes), qui n'ont pas cessé de l'année. La profession est au bord du burn-out.

## VACANCES APPRENANTES: POURQUOI JOINDRE L'INUTILE AU DÉSAGRÉABLE?

**À** l'image de ce qui s'était passé pendant les vacances de printemps, Jean-Michel Blanquer met en place un dispositif ciblant les élèves « décrocheurs », leur permettant de revenir à la fin des vacances d'été dans leur établissement, pour suivre des cours de soutien. Au-delà de la communication et de l'image qu'il veut renvoyer (« Je m'occupe des élèves en difficulté »), la mise en place des « vacances apprenantes » cache mal l'entreprise de démolition du service public opérée depuis des années.

### Des moyens confisqués

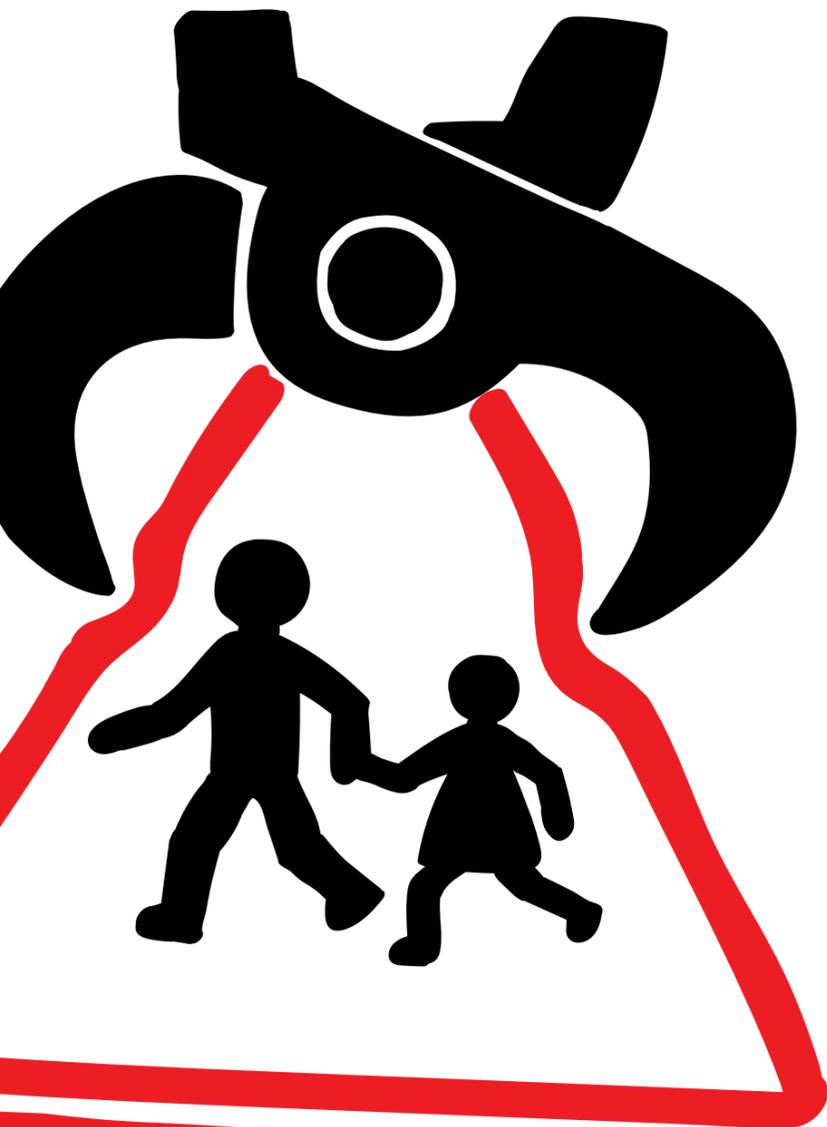
De la maternelle au lycée, les classes débordent d'élèves, empêchant le travail enseignant. Partout le manque de matériel et de formation a empêché les élèves de garder le contact avec leurs professeurEs pendant le confinement. Aussi cette mesure est au-delà du dérisoire, emplatère homéopathique sur une jambe de bois vermoulu. Pire: cet accueil de vacances pourrait se révéler contre-productif. Son financement repose sur des moyens confisqués, ce qui empêche des tentatives de remédiation



pendant la période scolaire. C'est pourtant bien en cours d'année, avec leurs professeurEs que les élèves peuvent progresser. Les plus découragés d'entre elles et eux subiront sans doute durement la mesure, ce qui les éloignera psychologiquement encore un peu plus de l'école. Se fondant sur le volontariat, cela renvoie aussi aux familles la prétendue responsabilité de l'échec scolaire alors que c'est bien l'école qui, par son fonctionnement, laisse de côté les élèves les plus fragiles. Cette éviction scolaire a

été exacerbée pendant la crise sanitaire. Ce dont les élèves et les personnels chargés de les éduquer ont besoin, c'est de moyens en cours d'année, des classes allégées et des locaux vastes et pensés pour répondre aux impératifs sanitaires. L'argent des « vacances apprenantes » ou du service national universel (SNU) pourrait être utilisé pour (re)développer les colonies de vacances populaires, qui permettaient à tous les jeunes de faire leur propre expérience des vacances. Camille Sediart

UNE  
DAN



## ANNÉE DE CHOCS VS L'ÉDUCATION

### LA PANDÉMIE À L'UNIVERSITÉ, OU LE DÉBUT D'EXPÉRIMENTATIONS DÉLÉTÈRES

**D**epuis le 16 mars, les campus universitaires sont fermés. L'heure a été à la « continuité pédagogique » – c'est-à-dire au passage au tout numérique. Les enquêtes sociologiques sur les étudiantEs pendant le confinement ont toutes confirmé les difficultés matérielles (fracture numérique, logement inadapté pour travailler), financières (perte de travail sans compensation) et psychologiques (grande détresse). Sans compter l'atomisation des liens pour les étudiantEs comme les personnels, les difficultés de concentration liées au travail solitaire, ainsi qu'une surcharge conséquente de travail.

**Des examens à distance**  
Très vite, s'est également posée la question des examens. Qu'évaluer, et comment évaluer, quand les étudiantEs sont en grande difficulté pour se nourrir, sans parler de suivre les « cours » ? Des universités ont eu recours (à grands frais) à des entreprises pour surveiller à distance les

étudiantEs, via leur webcam et le contrôle de leur ordinateur. Même sans aller jusque-là, les examens en ligne supposent de disposer du matériel et du logement adaptés, et d'une connexion rapide et fiable. En Savoie et en Haute-Savoie par exemple, 22% de la population n'a pas accès au haut débit. Le maintien des examens à la sauce numérique conduit donc à écarter brutalement les plus précaires. Ce qui a entraîné des luttes de collectifs de professeurs et d'étudiants pour la validation automatique du semestre – refusée sans appel par Vidal et les présidences d'université.

#### Une rentrée en mode « dégradé »

La situation est partie pour continuer l'année prochaine. Les consignes ministérielles préconisent un maintien du distanciel, ou au mieux une « hybridation » – alternance de cours à distance et sur les campus. Les étudiantEs ne seraient admis dans les locaux que quelques heures. Les enseignantEs déposeraient leurs vidéos de cours (via Youtube,

en l'absence actuelle de solution d'hébergement sécurisée ?). Les étudiantEs effectueraient des « mobilités virtuelles », suivant les cours d'une université étrangère depuis leur chambre en France.

Du pain bénit pour un gouvernement qui, à la suite des précédents, ne cache pas sa volonté de réduire les budgets. Le format vidéo permettra, à terme, de mutualiser nationalement les formations, et donc de supprimer des centaines de postes d'enseignantEs. En outre, la possibilité pour les étudiantEs de suivre la majorité des cours à distance servira d'argument pour mettre un terme aux APL et à la construction de logements étudiants.

La pandémie est ainsi mise au service de la casse de l'université, en cours depuis des années et aggravée par la Loi pluriannuelle de programmation de la recherche (LPPR), contre laquelle les universités étaient largement mobilisées avant le confinement. À nous de préparer les mobilisations pour la rentrée !  
**Maude Thomas**

## LES 3 DE MELLE, EMBLÈMES DE LA RÉPRESSION

**M**ardi 23 juin, le rectorat de Poitiers a signifié à trois enseignantEs du lycée Desfontaine de Melle (Deux-Sèvres), Aladin Lévêque, Cécile Proust et Sylvie Contini, la prolongation pour quatre mois de leur suspension, s'ajoutant aux quatre mois dont il et elles avaient déjà écopé en mars, suite à leur mobilisation contre les épreuves du bac Blanquer (les E3C). Huit mois de suspension pour s'être mobilisés, du jamais vu ! En janvier-février, de nombreux établissements s'étaient mobilisés sur le territoire, et de nombreux lycées n'avaient pu organiser les E3C. Le lycée de Melle a été vidé de ses enseignantEs, et les élèves enfermés dans des salles, pour les obliger à composer. Des retraités ont été mobilisés pour remplacer les enseignantEs grévistes, et la direction de l'établissement a fait appel aux forces de l'ordre pour

intervenir très violemment contre les élèves et les personnels.

#### Casser la mobilisation, par tous les moyens

C'est pour tenter de casser cette mobilisation que Blanquer (et ses recteurs) déploient aujourd'hui une répression sans précédent dans le secteur. Dans pas moins de 14 académies, des menaces disciplinaires ou pénales pèsent contre les personnels. À Clermont-Ferrand et à Cahors, ce sont des responsables syndicaux académiques qui ont été convoqués au commissariat. À Strasbourg, c'est un assistant d'éducation qui est menacé de licenciement suite à sa mobilisation devant le lycée Marie-Curie. À Dole, la mobilisation des personnels avec l'intersyndicale avait permis de faire annuler la suspension pour quatre mois de Noël Bucher. Sans parler des cas de Bordeaux, Montauban, Nancy...

Pour contrer cette répression, un comité de soutien aux 3 de Melle s'est constitué, organisant une campagne de selfies, et tournant une vidéo qui a réalisé plus de 170 000 vues. Devant cette mobilisation, une intersyndicale nationale CGT-SNES-FO-SUD s'est formée pour demander l'arrêt total des mesures et procédures engagées contre tous les personnels qui se sont mobilisés contre le bac Blanquer, et la levée immédiate de leur suspension.

Le 24 juin, alors qu'un responsable syndical FO était convoqué au commissariat à Cahors, des rassemblements ont eu lieu sur tout le territoire, dont un devant le ministère, qui a rassemblé une centaine de collègues.

Face à cette répression tous azimuts, et qui s'étend dans tous les secteurs (RATP, SNCF, inspection du travail, santé...), il est urgent de « déconfiner » une riposte unitaire.  
**Aurélien Perenna**

## LEUR RENTRÉE ET LA NÔTRE

**A**lors que depuis les « rentrées scolaires » post-confinement, et tout particulièrement celle du 22 juin, les annonces de cas de Covid-19 dépistés (en particulier sur des agentEs) se multiplient, et alors que les épidémiologistes pensent toutes et tous raisonnable d'envisager l'éventualité d'une deuxième vague à l'automne, les réponses gouvernementales relèvent du déni, voire du cynisme le plus total. Sans parler du conditionnement de l'opinion, avec des sondages qui affirment que « 93% des Français attendent de l'école qu'elle se prépare à l'enseignement à distance en cas de seconde vague » (sondage Odoxa) ou des académies « innovantes » qui créent des « Open badges » afin de valoriser les compétences des enseignantEs, en particulier leur

capacités à assurer des classes virtuelles !

#### Un plan d'urgence dans l'éducation

Nous exigeons un plan d'urgence pour l'école qui prenne en compte dans la durée les risques épidémiques et débloquent des moyens pour tester régulièrement l'ensemble des personnels et des jeunes.

Nous exigeons une embauche massive de personnels, pour permettre la création de groupes restreints à 15 (voire 12 enfants en REP) permettant la distanciation physique. C'est le seul moyen pour accompagner pédagogiquement, médicalement, socialement tous les élèves. Nous exigeons l'augmentation immédiate de 300 euros de l'ensemble des salaires.

Il est indispensable de repenser les contenus pédagogiques des

programmes pour faire une place à l'analyse et la prévention des risques épidémiques, écologiques et sociaux générés. L'école doit intégrer d'autres cadres d'enseignement dans des parcs, forêts, musées, etc., des lieux symboliques ou en milieux naturels qui induisent d'autres formes d'apprentissage.

Il nous faut aussi anticiper un probable reconfinement. La crise l'a montré, il faut équiper les établissements scolaires et les domiciles en matériel informatique et connexions rapides. Cela suppose de rompre les contrats de l'éducation nationale avec la « start-up nation », et de créer un pôle public de ressources numériques qui assure la formation des enseignantEs, la création et la mise à disposition de supports pédagogiques.

**Cathy Billard**

## VERS UNE GRÈVE À LA RENTRÉE ?

**P**rofitant de l'impossibilité d'une mobilisation des personnels depuis mars, Blanquer et Vidal prennent leur revanche. Leur projet se décline en trois axes. D'abord, la diminution du nombre d'enseignantEs. Ensuite légaliser une école à plusieurs vitesses. Et enfin, la casse du noyau de résistance du secteur. Il est significatif que Blanquer « voit se dessiner la carte des absentéistes qui, peu à peu, épouse les contours de celle des grévistes du Bac 2019 » (le Midi-Libre, 14/06/2020). TouTEs seront sanctionnés, promet le ministre.

#### L'heure est à la révolte

Personne ne peut se satisfaire de la casse complète du service public d'éducation. « L'école d'avant » était tout sauf juste. Mais comme l'a montré le confinement, l'absence d'école obligatoire renforce les inégalités sociales et scolaires.

Nous restons contre la loi sur l'école de la confiance et la mise en place d'un statut administratif de directeur d'école, qui deviendrait le contremaitre des professeurEs des écoles, au service direct du ministre. Nous sommes contre la réforme du bac, qui vise à ancrer dans la loi son caractère local, entérinant les différences entre un bac « de centre-ville » et un bac « de banlieue » ou « rural ». Nous sommes contre la LPPR, qui vise à détruire la recherche à l'université et à précariser encore plus les enseignantEs-chercheurEs.

#### Déboulonnons Blanquer et Vidal

Nous voulons mettre à bas l'ensemble de la politique du gouvernement Macron et cela passe par l'arrêt des réformes dans l'éducation. Il faudra répondre présent si le gouvernement veut remettre sur le tapis la réforme des retraites. Après la période

d'isolement que nous avons vécu, il nous faut nous réunir, en assemblées générales du local au national. Celles-ci nous permettront de discuter de nos mots d'ordre et nous mettre en ordre de bataille pour une rentrée combative. TouTEs ensemble, par la grève, nous allons gagner !

**Raphaël Greggan**



## PUY-DE-DÔME

## Belle réussite de la mobilisation de soutien aux Luxfer

La lutte des salariéEs de Luxfer de Gerzat dans le Puy-de-Dôme (seule usine en Europe qui fabrique des bouteilles d'aluminium pour l'oxygène) a commencé depuis plusieurs mois afin d'empêcher leur direction anglaise de mettre la main basse sur les machines et de détruire leurs outils de travail.

Les salariéEs réclament la nationalisation et la réquisition de leur entreprise dont l'activité est indispensable. Lors de cette crise sanitaire, le manque de bouteilles d'oxygène nécessaires pour les hôpitaux et les pompiers était flagrant.

## Une belle journée de lutte

Le gouvernement Macron fait la sourde oreille et refuse de répondre à cette revendication. Donc les salariéEs, face au mépris de la classe dirigeante, tiennent bon et sont décidés contre vents et marées à poursuivre leur mobilisation afin de relancer leur usine pour fabriquer de nouveaux des bouteilles d'oxygène qui manquent tant, sous leur contrôle et avec leur savoir-faire mais afin aussi de maintenir l'emploi dans la région.

C'est pour cela qu'un nouveau rassemblement a été organisé par la CGT le 25 juin devant l'usine pour soutenir les salariéEs en lutte pour sauver leur usine.

De nombreux syndicats (CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, CFDT) mais aussi des partis politiques (PS, EELV, LFI, PCF, Génération.s, NPA, LO) ont répondu à l'appel.

Environ un milliers de personnes y ont participé tout au long de la journée, qui a été rythmée par des prises de parole des différents syndicats avec la présence de Philippe Martinez de la CGT, des représentantEs des différents secteurs (GMS, Renault Truck, la santé, Aubert et Duval, Constellium...), puis des partis politiques : le PS avec Glucksmann, la FI avec Mélenchon, EELV, Génération.s avec la présence de députés, le PCF et pour finir l'intervention du NPA à deux voix.

Cette belle journée de lutte n'est que le début de la mobilisation face aux multiples attaques mises en place contre le monde du travail par le système capitaliste. Nous devons être prêts à nous mobiliser au côté des camarades de Luxfer, qui continuent leur combat contre les patrons voyous et pour empêcher la fermeture de l'usine, mais aussi de touTEs les autres salariéEs qui luttent contre les licenciements et les suppressions de postes.

CorrespondantEs NPA 63



RATP

## Fichiers illégaux, sanctions : la direction à l'offensive

Entre fichiers illégaux, conseils de discipline, absence de primes Covid-19, l'entreprise RATP n'est pas en reste pour construire un monde d'après, bien identique à celui d'avant.

Le 19 mai, Mediapart révélait l'existence d'un fichier illégal au centre de bus Bords-de-Marne (Seine-Saint-Denis) qui recensait « de façon méticuleuse tous les aspects de la vie au travail de 900 machinistes-receveurs » comme sont appelés les conducteurs de bus de l'entreprise.

## Pression organisée sur les salariéEs

Ce n'était que le « premier » et, depuis, ce sont trois autres fichiers du même style qui ont été révélés par Mediapart et l'UNSA, qui font état de cette

même pratique dans d'autres dépôts de la région parisienne, avec certaines informations remontant jusqu'à 2011. Au total, plus de 3 000 agentEs sur les 14 000 conducteurEs de la Régie sont concernés. La direction annonce que ces pratiques sont le résultat « d'initiatives locales » qui ne sont pas systématiques. Cela commence pourtant à faire beaucoup, et ce n'est pas l'illégalité qui les arrête. Ces affaires viennent révéler un fonctionnement bien répandu dans les entreprises, visant à faire pression sur les salariéEs pour leur commission d'avancement, ainsi qu'à repérer et donc surveiller les grévistes, les malades et les conditions familiales des uns et des autres. Si la direction tente de se donner bonne figure en suspendant de ses fonctions le directeur du centre bus Bords-de-Marne et en lançant un audit interne dans l'entreprise, il n'y a rien à attendre de ces mesures qui se contenteront de « tasser » ces affaires. En effet, c'est un besoin du patronat que de

surveiller ses salariéEs d'autant plus quand ces dernierEs ont été en première ligne de la grève de cet hiver et n'ont pas hésité à user de leur droit de retrait au début de l'épidémie pour exiger le minimum de mesures sanitaires.

## La répression à la RATP ne s'arrête pas là

Entre la fin de la grève et le début de la crise sanitaire, la direction avait trouvé le temps de suspendre pendant deux mois Yassine et Patrick de Vitry, après avoir imposé une mutation disciplinaire à un autre militant de la grève, François, qui avait attenté à ses jours à cause des pressions de la direction. Mi-juin c'était au tour d'Ahmed, conducteur de bus au dépôt de Flandres, délégué CGT et figure de la grève de cet hiver, de passer en conseil disciplinaire. Il échappe à la révocation grâce à la mobilisation. Mais il écope de deux mois de mise à pied, ce qui reste inacceptable. Il est accusé d'avoir orchestré le blocage de son dépôt : mais c'est bien la grève qui a impacté le trafic des bus. Et ce ne sont pas les « machinations » d'un machiniste-receveur qui ont organisé le blocage du dépôt mais la manifestation d'une solidarité interprofessionnelle dans la lutte contre cette sale réforme ! La semaine prochaine c'est au tour d'Alex, qui risque gros lui aussi

puisque la direction alourdit son dossier à charge à chaque étape. Le rassemblement de soutien à Ahmed avait un goût de retrouvaille entre grévistes, il faudra que celui pour Alex soit aussi important car « attaquer l'un d'entre nous, c'est nous attaquer touTEs ! »

## Un service public n'a pas à être rentable

La direction de la Régie tente de faire taire celles et ceux qui ont relevé la tête cet hiver pour donner une leçon à l'ensemble du monde de travail. La période du confinement a montré une fois de plus que les salariéEs de la Régie étaient en première ligne avec au moins 9 décès dus au Covid et des dizaines de contaminés. Pourtant, ils n'auront pas le droit à la prime ! Tout cela dans un contexte où Péresse annonce l'arrêt du financement de la RATP et de la SNCF, sous prétexte de déficit trop important, une opération politique pour la présidente de la région qui risque de coûter cher aux salariéEs et aux usagerEs des transports en commun ! Un service public n'a pas à être rentable, c'est précisément cette logique de rentabilité que les soignantEs n'ont cessé, et continuent, de dénoncer. Des raisons de reprendre les rails de la lutte, il n'en manque donc pas !

Correspondants

LA POSTE

## Débuts de mobilisation contre la réorganisation du siècle

La direction de La Poste n'a pas traîné pour tirer profit de la crise sanitaire. Le 11 mai, elle sortait de son chapeau ni plus ni moins que la plus grande réorganisation de l'histoire du secteur du courrier (à terme, la distribution du courrier en cinq jours sur sept).

C'est la première fois que la direction entendait mettre en place une restructuration touchant l'ensemble des bureaux à l'échelle nationale. Elle comptait certainement sur un effet confinement, ainsi que sur l'atonie, assez sidérante il faut le reconnaître, de la quasi-totalité des directions syndicales.

## Pas un long fleuve tranquille

Or si l'octroi de trois samedis non travaillés sur quatre a pu un temps jouer son rôle d'écran de fumée, de plus en plus de postierEs voient aujourd'hui le prix à payer (suppression de jours de repos, conditions de travail qui se dégradent à vitesse grand V, remise en cause de la notion de tournée de distribution...).

## HOMMAGE À

## Maurice Rajsfus

Samedi 4 juillet

16 h. Projection d'extraits et de rushes de films sur Maurice Rajsfus. Dans la mêlée, par le réseau No Pasaran. L'an prochain la révolution, de Frédéric Goldbronn.

18 h. Table ronde. « Maurice Rajsfus, témoin et historien de la répression, du Vél d'hiv à nos jours. Regards croisés sur ses livres. »

20 h. Table ronde. « Dénoncer les violences policières, transmettre le flambeau, le combat d'une vie. »

Vente des livres de Maurice Rajsfus au profit de collectifs en lutte. Diaporama, lectures, chansons, bar.

A l'initiative de la famille, d'amies, de camarades et de la Parole errante.

## à La Parole errante

9 rue François-Debergue, Montreuil Métro Croix-de-Chavaux

Précautions sanitaires : venir avec masques et gel hydroalcoolique, veillons aux distances. Des masques seront disponibles sur place.

« Il y a entre la police et moi un vieux compte qui ne sera jamais réglé »

# NUCLÉAIRE, LE MONDE D'AVANT **Épisode 3 : le « Grand Carénage » des réacteurs nucléaires**

La prolongation au-delà de 40 ans (EDF en demande 60) des réacteurs de première et deuxième générations est un nouvel échec du nucléaire. EDF et les gouvernements des dix dernières années annoncent la couleur avec emphase : « un projet industriel titanesque », « un projet pharaonique », « atteindre l'âge canonique de 60 ans ».

## Faillies en série

Ce « Grand Carénage », qui devait commencer en juin 2020 sur le réacteur 1 du Tricastin va concerner 32 réacteurs (sur 58 en service). Objectif ? Ausculter à fond la cuve du réacteur, les générateurs de vapeur, les circuits primaire et secondaire de refroidissement, les turbines et circuits électriques, les changer et les moderniser afin de s'approcher du niveau de sûreté des EPR, après Tchernobyl et Fukushima.

Première faille : ni la cuve, pièce centrale qui contient le cœur du réacteur, ni l'enceinte de confinement, qui abrite la cuve, ne peuvent être remplacées. Embêtant car la cuve du réacteur 1 du Tricastin présente des fissures depuis des années. Et l'étanchéité de l'enceinte du bâtiment réacteur, autre point clé de la sûreté, doit être garantie : il faut vérifier

Comprendre leur « monde d'avant » pour construire notre « monde d'après » : état des lieux du nucléaire en France (série en sept épisodes).



WIKIMEDIA COMMONS

l'évolution des propriétés mécaniques du béton, s'assurer de sa résistance malgré son vieillissement. L'âge d'un réacteur c'est l'âge de sa cuve et de son enceinte. Or, à leur conception, il n'était pas prévu de les faire fonctionner plus de 30 à 40 ans. Deuxième faille : les coûts pour la collectivité. EDF a prévu de dépenser 55 milliards d'euros d'ici 2025 pour ses opérations de maintenance lourde. Or une étude mandatée par Greenpeace considère qu'il faudrait dépenser plus de 100 milliards d'euros pour

atteindre un niveau de sûreté équivalent à celui de l'EPR. Sans compter les travaux urgents et nécessaires sur les piscines de combustibles usés. Pour la Cour des comptes, l'enveloppe s'élevait en 2016 à 100 milliards d'euros de dépenses d'exploitation et d'investissement sur 16 ans.

## Stop à ce « Grand Rafistolage »

Enfin, et ce n'est pas le moindre des problèmes, tous ces travaux sont effectués par des milliers de travailleurs sous-traitants (au moins

5 000 sur chaque chantier) aux conditions de travail, de salaire et de sécurité très inférieures à celles des salariés d'EDF. En juillet 2019, un sous-traitant d'EDF a été contaminé alors qu'il travaillait au Tricastin. Il a reçu en une fois plus du quart de la dose maximale annuelle autorisée. *Mediapart* a alors publié une enquête basée sur des témoignages « recueillis depuis six mois auprès de plusieurs personnes travaillant au Tricastin », selon laquelle « les problèmes s'accroissent sur le site depuis deux ans », au point qu'EDF éviterait « de déclarer des incidents à l'Autorité de Sûreté »<sup>1</sup>. Chaque année jusqu'en 2030, deux à huit unités, soit 1800 à 7200 MW, atteindront 40 ans. Au lieu de les rafistoler, retirons-les du réseau et compensons-les par de nouveaux outils de production électrique renouvelables et par une baisse de la consommation. Les budgets existent, c'est le moment de les réorienter vers un arrêt définitif de la filière nucléaire.

## Commission nationale écologie

1 - Jade Lindgaard, « Centrale du Tricastin : EDF triche avec la sûreté nucléaire », *Mediapart*, 19 juillet 2019.

## RÉPRESSION **Conseil de discipline au Rouvray : la solidarité au rendez-vous**

Nous étions environ 150 présentEs le 24 juin, pour soutenir notre camarade Philippe, lors du 1<sup>er</sup> conseil de discipline contre les lanceurs d'alerte du centre hospitalier du Rouvray, coupables du « crime » d'avoir dénoncé une scandaleuse circulaire de la direction.

Des salariéEs de l'établissement se sont mobilisés à l'appel des syndicats SUD et CGT et des « blouses noires », ainsi que le comité de soutien créé lors de la grève de 2018 et des syndicalistes. Ils considèrent que s'il y a un coupable dans cet affaire c'est la direction qui en pleine épidémie a mis en danger les patientEs et les soignantEs – et non ceux qui ont révélé ces faits.

## Multiplés délégations

Des délégations venues de toute la Normandie, ainsi que des délégations nationales de la Fédération



ALTERNATIVE76.FR

Sud-santé sociaux et du Printemps de la psychiatrie avaient tenu à être présentes, non seulement pour soutenir notre collègue, mais pour dénoncer la répression de directions qui ont hâte de reprendre en main la situation dans les hôpitaux.

Aucun avis n'ayant pu être rendu par le conseil de discipline, c'est le directeur seul qui décidera de la sanction.

Mardi 30, c'était le tour de notre camarade Thomas, militant de Sud, et ancien gréviste de la faim, lors de la grève du Rouvray. Là encore la solidarité était au rendez-vous. Elle devra s'amplifier quand les décisions seront rendues publiques, si le directeur voulait poursuivre dans sa volonté répressive.

**CorrespondantEs**

## NOKIA LANNION Mobilisation face aux 400 licenciements annoncés

Coup de théâtre dans l'univers macronien des starts up et des « winners ». Alors que le même Macron, ministre de l'Économie de Hollande, avait « béni » le mariage d'Alcatel et de Nokia, le groupe finlandais va licencier 402 des 772 salariéEs du site de Pégase Lannion. L'unité dédiée à la recherche et au développement va jeter à la rue 95% des ingénieurEs. Une sacrée avancée pour la recherche fondamentale... et l'avenir du secteur des télécommunications. L'autre unité du groupe situé à Nozay (Essonne) va être amputée de 831 postes. **Yann** délégué CGT au CSE a répondu à nos questions.

## Peux-tu nous préciser la nature des activités du site de Lannion ?

Sur le site actuellement, sur 772 postes, les deux tiers sont en recherche et développement : 4G, 5G, base de données mobiles, sécurité. Le tiers restant est dans les fonctions support : avant-vente, après-vente, réalisation des commandes.

## Comment analyses-tu le plan social qui s'annonce ?

Le PSE annoncé par la direction condamne ni plus ni moins le site de Lannion à la disparition à brève échéance. Les activités impactées par ce PSE sont pour 380 des postes de recherche et développement et une quarantaine des postes de support.

C'est malheureusement la suite logique de la stratégie Nokia initiée lors du rachat d'Alcatel-Lucent. Leur seul intérêt lors de ce rachat était l'accès au marché nord-américain. On voit bien, dans les trois premiers plans, et cela se confirme dans celui-ci, que les activités ne sont pas supprimées, mais que les postes sont délocalisés dans d'autres pays historiquement présents chez Nokia : Finlande, Pologne, Hongrie, Inde, Canada, donc pas forcément dans des pays à bas coûts.

La volonté de la direction est bien de revenir à une situation antérieure au rachat, c'est-à-dire ne disposer que des effectifs minimum pour réaliser le business en France. Le prix à payer par Nokia était de respecter ses engagements envers le gouvernement français. Aujourd'hui Nokia se considère libéré de ces engagements et déroule la fin de sa stratégie engagée il y a quatre ans lors du rachat.

## L'intersyndicale a commencé la riposte localement. Quelles sont les initiatives en cours et les perspectives de mobilisation ?

Nous organisons des assemblées générales régulières et avons mis en place un barnum baptisé l'Agora, afin de s'y retrouver à tout moment avec les salariéEs pour discuter des actions à venir et s'organiser. Il faut savoir que la quasi-totalité des salariéEs sont isolés, en télétravail depuis le 16 mars du fait de la crise sanitaire, et que la direction interdit l'envoi de mail par les OS.

Malgré le contexte difficile, nous avons pu tenir trois AG la semaine dernière et les actions continuent pour préparer la manifestation locale à Lannion le samedi 4 juillet, puis celle du 8 juillet à Paris.

**Propos recueillis par notre correspondant**

De récentes mobilisations ont fait la démonstration qu'en dépit des difficultés, la feuille de route de La Poste ne sera pas forcément un long fleuve tranquille. À Marseille Euroméditerranée (le plus gros bureau des Bouches-du-Rhône), les agents ont fait usage de leur droit de retrait pour exiger la prolongation des contrats de leurs collègues en CDD que la direction de l'établissement comptait ne pas renouveler (alors qu'ils et elles ont assuré leur service au plus fort de l'épidémie). Avec succès, puisque ces agents restent dans le bureau, avec des perspectives de CDI pour certains. Toujours dans les Bouches-du-Rhône, les factrices et facteurs des Pennes-Mirabeau ont fait quatre jours de grève pour les mêmes raisons, à savoir le maintien sur site de deux de leurs collègues CDD. S'ils n'ont pour l'instant

pas été embauchés en CDI, ils sont maintenus dans leur établissement, en CDI intérimaire.

Dans le pays de Caux, en Haute-Normandie, cinq bureaux ont fait grève pendant une semaine, contre l'augmentation de la charge de travail, la remise en cause de leurs tournées (il était prévu que les factrices et les facteurs assurent quotidiennement non plus une mais 1,2 tournée), et l'injection de moyens humains. Ils ont obtenu gain de cause, même si c'est de manière transitoire.

## Gifle judiciaire

Dans les Hauts-de-Seine, La Poste se voit infliger une nouvelle défaite sur le front juridique. Le tribunal judiciaire de Nanterre vient de condamner La Poste à revenir à l'organisation de la

distribution en quatre jours et oblige celle-ci, entre autres, à procéder à une évaluation de la charge de travail. Elle fait un sort, au passage, au décret publié le 27 mai, qui raccourcit le délai des expertises dans les CHSCT. Cette décision est une véritable gifle donc, qui fait suite à une procédure enclenchée par Sud Poste 92, avec le soutien de la Fédération Sud PTT.

Au-delà des revendications spécifiques à chaque bureau, la question de l'emploi est au cœur des problèmes. La destruction des postes de travail est d'ailleurs, évidemment, l'objectif non avoué de la direction. En période d'augmentation à la fois de la charge de travail et du chômage, il s'agit d'un thème unifiant et offensif. Mais il va également de soi qu'il ne suffit pas d'avoir des revendications unifiantes (même si c'est



WIKIMEDIA COMMONS

un bon début). Il faut également un plan d'action à la hauteur. Dans cette perspective, ces quelques exemples de

combativité sont un réel point d'appui pour l'avenir.  
**Édouard Gautier**

**Violences policières****Justice et vérité pour Angelo Garand!**

Plus de 150 manifestantEs étaient présentEs samedi 27 juin à Blois, à l'appel du collectif Justice pour Angelo, un Voyageur tué de cinq balles dans le torse le 30 mars 2017 non loin de là chez ses parents à Seur, par l'antenne GIGN de Tours.

Après la mise en examen des deux tireurs décidée en cours d'enquête par la magistrate instructrice, une ordonnance de non-lieu octroyée par une autre juge les avait disculpés au titre du régime général de la légitime défense (art. L122-5 du code pénal); décision confirmée en appel, mais cette fois en première application du récent article L435-1 de la sécurité intérieure sur l'ouverture du feu par les forces de l'ordre.

**« Une exécution légale dans le pays des droits de l'homme »**

Un non-lieu est une décision judiciaire rendue à huis clos pour dire qu'il n'y a pas lieu de renvoyer les mis en cause devant une juridiction de jugement, en l'occurrence la cour d'assises. Suite à la non-admission du pourvoi en cassation formé contre cette décision par les parties civiles de la famille, la Marche était appelée autour d'une revendication centrale : « *Quand la force publique blesse ou tue, un procès public doit avoir lieu.* »

Aurélié Garand, sœur de la victime, avec son collectif de soutien Justice pour Angelo, a mis en accusation cet article L435-1 offert comme un véritable permis de tuer aux gendarmes et policiers, à travers cette première application entrant dans la jurisprudence par la voie d'un non-lieu adoubé en cassation, qui autorise ainsi sans procès public « *une exécution légale dans le pays des droits de l'homme.* »

Au côté d'Aurélié qui porte le combat judiciaire familial et la mobilisation politique collective, étaient présentes d'autres sœurs de victimes, Ramata, Awa, Yamina, portant pour leurs frères la lutte de leurs familles, avec leurs collectifs Vérité et Justice pour Babacar, pour Lamine Dieng, pour Mehdi; ainsi que des membres du collectif « Désarmons-les » et de l'Assemblée des blessésEs.

Les prises de parole ont eu lieu avant le départ puis au cours de la marche, secouant puissamment la torpeur bloisaise. Elles ont rappelé qu'en France la police comme la gendarmerie tuent impunément, et que ces crimes sécuritaires et souvent racistes, couverts par l'institution judiciaire, sont constitutifs d'une violence d'État liée à une gouvernance inégalitaire, antisociale et autoritaire, pesant sur l'ensemble de la société.

À l'heure où les mobilisations secouent le monde, de Minneapolis à Blois en passant par Beaumont-sur-Oise, nous continuerons de prendre la rue et d'exiger en soutien aux concernés justice et vérité pour toutes les victimes des violences policières et du racisme d'État. Ainsi que le scande Aurélié Garand, « *Quand on marche pour un, on marche pour tous !* »

Correspondantes



C'est bien à un monde en crise(s) aux multiples dimensions – sanitaire, environnementale, économique, sociale, démocratique – auquel nous avons à faire face. Le premier grand thème de notre université d'été sera donc d'aborder cet aspect : quels sont les éléments de continuité mais aussi de nouveauté de la crise économique que nous connaissons aujourd'hui? Comment articuler les différentes facettes de la crise du système, en particulier en ce qui concerne la crise environnementale dont on a vu qu'elle peut devenir une catastrophe sanitaire mondiale? Quelles conséquences sur nos conditions de vie, en particulier pour le monde du travail qui commence à subir de plein fouet les effets des plans de suppression d'emplois? Et surtout quel rapport de forces construire et comment y répondre pour que nos vies passent avant leurs profits?

**Des thèmes...**

Dans la suite de ces thèmes, s'ouvre une discussion sur « le monde d'après ». À l'heure où les mobilisations dans le secteur de la santé marquent un refus net d'un « retour à l'anormal », il faut prendre le temps d'échanger, en réponse à l'offensive tous azimuts des capitalistes, sur la société que nous voulons, ce qui pose une série de questions stratégiques fondamentales. Beaucoup de discussions au sein du NPA et avec d'autres courants politiques ou du mouvement social en perspective.

Dans les éléments directement liés à l'actualité, la situation sanitaire, la lutte pour un service public de santé, sera bien entendu présente dans le programme : contre-réformes dans la santé et la protection sociale et résistances dans les hôpitaux, exploration du Covid-19, de ses causes et conséquences, question des brevets et de l'industrie pharmaceutique...

**Université d'été**  
**Débattre pour rompre avec un monde en crise(s)**

Rendez-vous traditionnel et apprécié marquant la rentrée du NPA, l'université d'été se déroulera du dimanche 23 au mercredi 26 août à Port-Leucate. La situation, en particulier sanitaire, ne s'invitera pas seulement dans cette université d'été par l'exigence du respect de la distanciation physique et des gestes barrières, mais l'enjeu de nos échanges durant ces quatre jours sera de faire le point sur la véritable descente aux enfers qu'entraîne le maintien de ce système capitaliste et comment trouver les moyens d'y résister.



De même, à l'heure des mobilisations internationales contre le racisme et les violences policières, un large temps leur sera évidemment consacré. Entre analyses et interventions, plusieurs séances aborderont ces sujets, en particulier notre forum plénier du mardi après-midi.

Dans le prochain article, nous reviendrons sur la présenterons

d'autres thèmes qui irrigueront le programme 2020 : la lutte écosocialiste, nos engagements féministes, les séances de la commission formation et bien entendu le cycle international avec nos invitéEs (certainsEs seront physiquement présents mais d'autres aussi exceptionnellement en visioconférence cette année), et une attention particulière portée à la situation aux États-Unis.

**... et des noms!**

Enfin, pour terminer cette première présentation, sacrifions à l'exercice traditionnel du « name dropping » (exercice non exhaustif, car d'autres sont à venir...). Seront donc à nos côtés cette année Sophie Bérout avec qui nous reviendrons sur l'état (préoccupant?) du syndicalisme, le politologue engagé Olivier Le Cour Grandmaison, auteur de travaux importants sur la colonisation, l'avocat Raphaël Kempf qui lutte contre les politiques répressives et liberticides, l'historienne des mouvements révolutionnaires Mathilde Larrère, le journaliste engagé Taha Bouhafs, l'historienne Ludvine Bantigny, ainsi que Willy Gianizzani, historien spécialiste des questions écologistes.

On y retrouvera aussi nos camarades et amiEs Catherine Samary, Franck Gaudichaud, Frank Prouhet,

Joseph Daher, Hubert Krivine, ainsi aussi que l'ensemble des militantEs qui animent la direction et les commissions du NPA.

À la semaine prochaine pour la suite de la présentation. En attendant, pensez quand même à vous inscrire!

Commission université d'été

**TARIFS PAR PERSONNE**

Revenu net mensuel	Tarifs
inférieur à 800 €	124 €
entre 800 € et 1000 €	144 €
entre 1000 € et 1200 €	168 €
entre 1200 € et 1320 €	200 €
entre 1320 € et 1420 €	224 €
entre 1420 € et 1720 €	264 €
entre 1720 € et 2020 €	300 €
entre 2020 € et 2520 €	320 €
entre 2520 € et 3000 €	356 €
entre 3000 € et 3500 €	396 €
entre 3500 € et 4000 €	448 €
supérieur à 4000 €	504 €
Enfants	
moins de 2 ans	gratuit
jusqu'à 11 ans inclus	112 €
plus de 11 ans	124 €

Ces tarifs comprennent la pension complète durant l'ensemble du séjour, c'est-à-dire le logement et les repas à partir du dîner du samedi 22 août jusqu'au petit-déjeuner du jeudi 27 août inclus.

**MODALITÉS DE PAIEMENT**

Le paiement des arhes (la moitié de la somme due) est obligatoire pour valider l'inscription.  
– Carte bancaire (à l'adresse : [www.npa2009.org/UE2020](http://www.npa2009.org/UE2020))  
– Chèques (à l'ordre de « NPA Souscriptions »)  
– Chèques-vacances (à l'ordre de « Rives des Corbières »)  
– Bons CAF et aides diverses (nous consulter avant l'inscription)

Au vu de la situation sanitaire et de la limitation de nos capacités d'accueil, merci de vous inscrire le plus rapidement possible

**DATE LIMITE DES INSCRIPTIONS :**

**VENREDI 14 AOÛT 2020**

INSCRIPTION EN LIGNE : [WWW.NPA2009.ORG/UE2020](http://WWW.NPA2009.ORG/UE2020)

**Automobile****Le monde d'après est pire qu'avant**

Le plan de casse annoncé par Renault, visant à supprimer 15 000 emplois dont 4 600 en France, commence à être largement connu. PSA de son côté s'attaque aux conditions de travail en généralisant les « prêts de personnel » et le télétravail et engage elle aussi des suppressions d'emplois, à commencer par les intérimaires.

Dans l'usine PSA de Mulhouse, au montage, cela fait déjà quelques semaines que des salariéEs sont appelés chez eux, ou interpellés sur leur poste de travail pour aller dans une autre usine, à Sochaux, Hordain ou Trémery, à plusieurs dizaines de kilomètres. Les chefs osent parler de volontariat mais insistent pour que les salariéEs acceptent le transfert, peu importe la santé, l'âge ou la situation familiale. Il faut à toute force remplacer les 2000 intérimaires qui ont été virés de l'usine de Sochaux les mois précédents. Et, comble du cynisme patronal, le 14 juillet et les samedis sont annoncés travaillés. Le transfert d'ouvriers de l'usine PSA Opel Gliwice (Pologne) vers les usines de Hordain et de Metz/Borny avait fait grand bruit. Ce qui se passe à Sochaux, Mulhouse ou Metz montre que, quelle que soit leur nationalité, tous les ouvriers sont à la même enseigne lorsqu'il s'agit de les « transporter » d'une usine à



WIKIMEDIA COMMONS

l'autre pour faire des économies sur la main-d'œuvre. Et ils ne peuvent qu'être tous solidaires contre PSA et tous les fauteurs de division qui attisent les réactions chauvines.

**Opposition au télétravail**

Mais PSA ne s'arrête pas là pour les « innovations » en matière d'organisation du travail. Le DRH de PSA a déclaré vouloir faire du télétravail « un projet enthousiasmant », voulant le généraliser à terme pour 40 000 salariéEs. Les sites de Poissy (pôle tertiaire), Vélizy, Carrières et Sochaux/Belchamp seront pilotes

dès le mois prochain. Mais l'enthousiasme est unilatéral, du seul côté de la direction. Selon une enquête de la CFDT auprès de 3 300 salariéEs de PSA, 56 % des répondantEs sont opposés à un télétravail massif. Résultat d'autant plus significatif que la CFDT, à l'origine de l'enquête, n'est pas réputée pour une opposition farouche à la direction de PSA. Et cette moyenne se différencie selon les catégories avec les cadres naturellement plus favorables, et les sites avec celui de Sochaux, le plus opposé pour des activités d'études. Chez Renault, l'offensive patronale est connue. Économies et suppressions d'emplois sont réparties à parts égales entre des secteurs de l'entreprise qui ont peu d'expérience commune de solidarité : les usines, les centres d'études et l'administratif. Plus de la moitié des 4 600 suppressions d'emplois prévues en France devraient s'appliquer dans les secteurs de l'ingénierie produit et production pour 2 500 emplois,

et dans les fonctions dites support, 1 000 emplois.

**Les usines de Flins et de Choisy en première ligne**

L'échange « fermeture de l'usine de Choisy » contre « projets fumeux à Flins » se révèle n'être qu'une arnaque. La grève redémarrée à l'usine de Choisy, lundi 29 juin, bien que limitée, en témoigne. La direction de Renault voudrait jouer sur les différences de dates d'arrêt des activités pour diviser les travailleurEs et éviter une réelle coordination et synchronisation des mouvements. Pour que la grève de Choisy ait des moyens de gagner, il est indispensable qu'elle ne reste pas isolée tant dans son environnement local du Val-de-Marne que, surtout, au niveau de Renault tout entier. Le blocage de la production des voitures, lié à un mouvement général, pourrait contraindre la direction de Renault à reculer. À la Fonderie de Bretagne et à Renault Maubeuge, de premières grèves massives ont obtenu au moins de différer l'application des menaces initiales. C'est un encouragement à la lutte d'autres secteurs. Les usines de Flins et de Choisy sont maintenant en première ligne. Trouver les moyens d'une coordination entre sites est bien l'exigence de l'heure.

Correspondants secteur automobile du NPA

Edition

# « La gratuité a un prix, surtout pour un éditeur engagé et indépendant »

Entretien avec **Patrick Silberstein**, des éditions Syllepse.

**Comment les éditions Syllepse ont-elles vécu ces semaines si particulières ?**

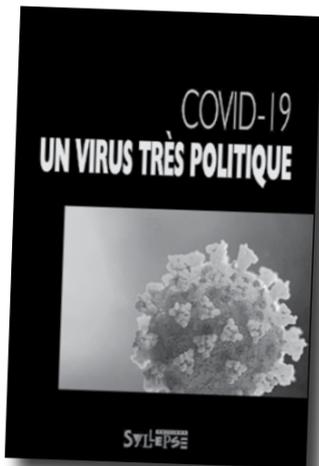
Au début, on a été un peu pris de court par cette nouvelle crise capitaliste surgie de là où on ne l'attendait pas. La ministre de la Santé avait pourtant promis que les Chinois allaient garder le virus chez eux. Mais on s'est vite ressaisi. On a fermé nos bureaux, mis les salariéEs à la porte et profité de l'occase pour restaurer le taux de profit. Pour que le jour d'après ressemble au jour d'avant mais sans que cela se voit...

**Ah oui ?**

Tu ne nous crois pas ? Essayons autre chose. On a débouché quelques flacons de gel hydroalcoolique fabriqué sur un alambic réquisitionné, piqué les masques de Zorro à Don Diego, monté une coopérative ouvrière de fabrication de biens socialement utiles... et on a regardé cette saloperie de virus droit dans les yeux et on lui a dit : « Tu ne passeras pas ».

La Bérézina était pourtant à deux pas : librairies fermées, chaîne du livre brisée, nouveautés confinées, factures qui tombent, auteurEs inquiets, librairies qui ne rouvriraient pas, etc.

On s'est mis au télétravail et aux conférences vidéo, ce qui n'était d'ailleurs pas nouveau pour nous, habituéEs à faire tourner la baraque Syllepse après notre journée de travail. Mais bon, il a quand même fallu s'adapter, apprendre à se secouer le caberlot à distance et préparer le



jour d'après et surtout celui d'après le jour d'après.

**Vous avez publié « Covid-19, un virus très politique »...**

Oui, chaque semaine pendant huit semaines. On n'a jamais autant voyagé sans bouger. USA, Inde, Pakistan, Italie, Catalogne, Pays basque, Amérique latine, etc., sans parler de l'Hexagone et de ses dépendances. On a rafistolé la vieille machine à renifler les jours d'après en construction. On a observé l'incurie des pouvoirs publics, les mensonges d'État, les manœuvres patronales. Mais, tu le sais, notre truc éditorial, c'est surtout la critique-pratique du capitalisme, les esquisses de contre-société, l'autogestion qui se cherche. Et là on a été servi. Résultat : huit volumes libres et gratuits, 646 pages, plus de

30 000 téléchargements directs. Une sorte de fonctionnalité politique. On biche un peu.

Mais comme chacun sait, la gratuité a un prix, surtout pour un éditeur engagé et indépendant. Notre lectorat – si on peut parler ainsi – l'a compris et a répondu présent. Par exemple, le *Guide du Bordeaux colonial*, prévu en librairie pour mai avec plein d'initiatives autour, toutes annulées. Sauf la sortie du livre. Grâce aux auteurEs, aux libraires, à la Clé des ondes, au cinéma Utopia... et, évidemment, grâce au formidable mouvement mondial contre les violences policières racistes, lequel a ouvert une voie seconde, la contestation des hommages rendus aux héros du colonialisme et de l'esclavagisme. Bon, faut bien se pousser du coude de temps en temps, cette bataille, on l'avait anticipée dès 2018 avec le *Guide du Paris colonial et des banlieues*. Même scénario en pire avec *On sait tous qui a tué Steve*. Condamné par le confinement, le livre a ressuscité par la grâce de la demande sociale... et de l'actualité policière.

Dire que Syllepse est au service du mouvement social n'est donc pas une simple formule. Le « mouvement social » nous renvoie l'ascenseur au moment où on apparaît menacé... et plus que jamais utile. La dialectique peut effectivement casser des briques. Pendant le confinement, on a aussi libéré le 8<sup>e</sup> tome de l'*Encyclopédie internationale de l'autogestion*, téléchargeable et gratuit sur [www.syllepse.net](http://www.syllepse.net).

**Le virus ne vous a donc pas eus ?**

On est vacciné. À l'occasion de notre 30<sup>e</sup> anniversaire, la jeune génération

des Syllepse avait annoncé qu'on repartait pour 30 piges. Pas besoin d'être académicien pour être immortel. Nous n'avons rien annulé. Juste décalé et étalé les projets.

**Vous pouvez lever le secret commercial et nous dire ce vous avez sur le feu ?**

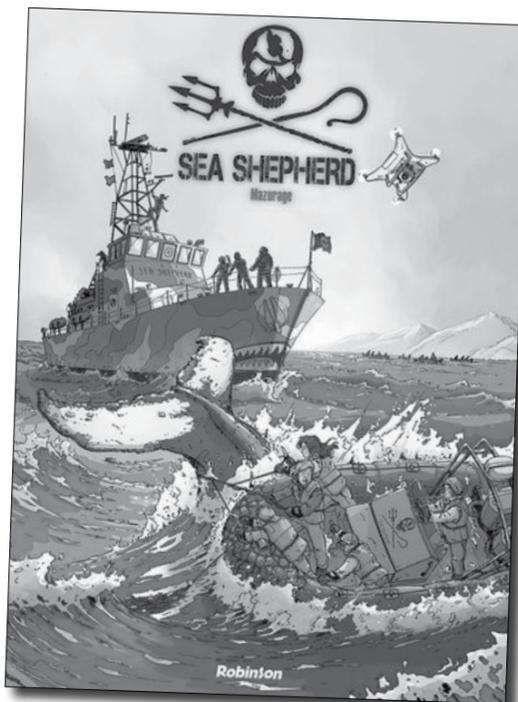
Dans le répertoire, les *Utopiques*, la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Alternatives Sud*, celle du CETRI, et *ContreTemps*. Et en « avant-première » : le *Tunnel*, magnifique récit de l'évasion des Tupac Amaru, les *Condamnés*, tout droit venu des camps staliniens, le *Staline* de Trotski dans une édition augmentée, Thomas Piketty, *Une critique illusoire du capital* d'Alain Bihir et Michel Husson, *Balayons les abus, une histoire syndicale dans le nettoyage* de Marielle Benchebounne, *Irlande, classe ouvrière et libération nationale*, recueil des textes de Engels et Marx, rassemblés et annotés par Richard Poulin, *La race tue deux fois, une histoire des crimes racistes en France* de Rachida Brahim, le *Genre au travail*, coordonné par Rachel Silvera, *Le Sexe de la ville* de Laurence Gervais, *Défis marocains* de Chawqui Lotfi, *Capital contre nature* de Kohei Saito. Ce n'est qu'un aperçu, continuons le début. Toujours à l'intersection du faire et du dire. Un objectif aussi : renforcer l'internationale de papier qui se construit, titre après titre, avec M'éditeur (Québec) et Page 2 (Suisse). En voiture Simone, avait coutume de dire notre camarade Simonne Minguet (*Mes années Caudron : une usine autogérée à la Libération*). **Propos recueillis par la rédaction**

Bande dessinée

# Sea Shepherd - Milagro, de Guillaume Mazurage

Éditions Robinson, 56 pages, 11 euros.

« **D**es danseurs, des ouvriers, des ingénieurs, des avocats... tous ont plaqué leur ancienne vie pour essayer de faire changer les choses... Tout le monde peut le faire, il suffit d'en avoir la volonté » confie un vieux militant de Sea Shepherd à l'auteur de la BD avant de partir à l'assaut d'un vaisseau de la pêche industrielle et de différents braconniers dans le golfe de Cortez au Mexique.



**La lutte pour sauvegarder le «vaquita», menacé d'extinction par le capitalisme**

En Basse-Californie (Mexique), dans les eaux turquoise de la mer de Cortez, les équipages de Sea Shepherd, l'ONG créée par Paul Watson il y plus de 40 ans déjà, livrent une guerre sans merci aux capitalistes de la pêche industrielle et aux braconniers (souvent payés par les premiers) pour tenter de préserver le « vaquita », le mammifère marin le plus rare au monde et dont l'existence est gravement menacée. À la différence d'autres mouvements écologistes plus ou moins radicaux, Sea Shepherd n'hésite pas à employer la force avec ses faibles moyens pour barrer la route aux destructeurs de la planète.

Guillaume Mazurage, l'auteur/dessinateur de cette BD (sa première), a commencé sa vie dans le monde de « merde » du management et écorcé est revenu à ses amours d'adolescent : la BD. Il se réhabilite donc et renaît au contact des pirates des deux sexes qui n'ont pas seulement un beau discours écolo mais se confrontent à une réalité souvent violente. Grand amateur de navigation et de plongée sous marine, Mazurage, conseillé par le célèbre Pierre Christin<sup>1</sup>, s'est donc engagé pour une croisière en défense des océans.

**Avec les chasseurs de chasseurs de baleine**

Mazurage embarque le lecteur à bord du *John-Paul Dejoria*, un navire appartenant à l'organisation du Capitaine Paul Watson, pour une campagne de plus de six mois qu'il va résumer en 56 pages. Rondes de jour comme de nuit, remontée sauvage des filets de la pêche industrielle et braconnière, acharnement vétérinaire pour sauver les mammifères encore vivants. Guerre contre les capitalistes avec des canons à eau contre des armes à feu, interventions troubles des militaires mexicains. Rixes et règlements de comptes musclés au port de San Felipe. L'aventure est bien là mais c'est du vécu comme les gros grains essuyés par le *John-Paul Dejoria*. Les amateurs de navigation seront ravis et les autres fascinés. Le découpage de la BD est encore sage mais c'est un premier ouvrage. *Sea Shepherd Milagro* n'est que le tome 1 d'une série qui annonce des orages beaucoup plus gros.

**Sylvain Chardon**

1 - Pierre Christin dont nous avons chroniqué le dernier ouvrage sur Orwell dans *L'Anticapitaliste* n°499 du 28 novembre 2019.

Cinéma

**A**u début des années 1930, Gareth Jones est un jeune journaliste gallois qui est aussi un des conseillers du Premier ministre anglais Lloyd George. Il a obtenu une interview d'Hitler et ambitionne d'obtenir un entretien avec Staline. Au début du film, il apparaît impressionné par l'expansion de l'économie soviétique alors que les pays capitalistes s'enfoncent dans la crise. Il voudrait donc obtenir des explications sur l'origine des ressources qui permettent à l'URSS d'importer notamment les équipements nécessaires à sa croissance.

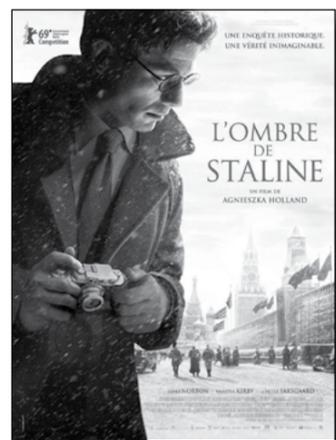
**Inspiré de la vie d'un personnage réel**

Gareth Jones se rend donc à Moscou où dès son arrivée il apprend le décès suspect d'un de ses contacts et ami journaliste qui se posait les mêmes questions. La source de la richesse soviétique semble être la production céréalière, en premier lieu celle de l'Ukraine. Jones voudrait savoir ce qui s'y passe réellement. Walter Duranty, journaliste prestigieux et correspondant du *New York Times* à Moscou, lui vante les succès de l'URSS et s'efforce de le persuader qu'il n'y a aucun problème. Jones décide quand même de se rendre en Ukraine, usant d'un subterfuge pour quitter Moscou. Il va y découvrir l'horreur : les récoltes confisquées, la

# L'Ombre de Staline, d'Agnieszka Holland

Film polono-britannico-ukrainien, 1h59 min, sorti le 22 juin 2020.

famine, la quête effrénée de tout ce qui peut se manger jusqu'au cannibalisme. Jones survivra à son odyssée, pourra quitter l'URSS et, avec des difficultés, réussira à publier le récit de ce qu'il a vu. Agnieszka Holland s'est inspirée de la vie d'un personnage réel : Gareth s'est bien rendu dans cette Ukraine ravagée par la faim avant d'être assassiné lors d'un nouveau reportage en 1935 en Mongolie, par des ravisseurs peut-être inspirés par les services soviétiques. Une famine a effectivement ravagé diverses régions de l'Union soviétique en 1931-1933. Elle fit 5 à 6 millions de victimes et s'explique par l'impact dévastateur de la collectivisation bureaucratique et forcée de l'agriculture et les vagues de réquisitions impitoyables et répétées de céréales pour nourrir les villes et se procurer des devises par l'exportation. L'intensité de la famine fut particulièrement forte au Kazakhstan, dans le nord du Caucase et en Ukraine. Dans cette dernière région, Staline décida de ne rien faire contre la famine, voire de l'utiliser pour donner une leçon aux paysans et aux nationalistes qu'il voyait y compris dans les rangs des communistes. Pendant des décennies, ces



événements ont été minimisés ou niés par la propagande soviétique. L'Ukraine indépendante y voit un génocide délibéré : l'« Holodomor » (« extermination par la faim », en ukrainien) ce qui fait encore débat parmi les historienEs.

**Un des grands crimes du 20<sup>e</sup> siècle**

Le film est rythmé par des passages de *La Ferme des animaux* de George Orwell. Trois personnages y illustrent plus ou moins loquemment les raisons

du long impact de la propagande stalinienne. Duranty (qui a vraiment existé) est tenu ou acheté par les services soviétiques : il y a eu de nombreux personnages de ce type. Une jeune journaliste allemande, qui aide Jones, ne nie pas les faits mais se demande d'abord s'il faut en faire état car l'URSS est indispensable pour résister à Hitler. Enfin, le personnage qui représente Orwell hésite lui aussi face aux révélations de Jones car il se demande s'il ne s'agit pas de coûts inévitables à la transformation de la Russie.

Staline n'est certes pas le seul dirigeant à avoir laissé faire ou utilisé la faim : l'Empire britannique dont Jones était un ressortissant ne fut pas sans responsabilité dans des famines massives en Irlande et en Inde. Mais, malgré des maladresses (comme cette trop longue scène d'orgie avec Duranty à Moscou), et une description parfois superficielle des événements (mais un film n'est pas un article historique) le film d'Agnieszka Holland a des qualités indéniables tant dans sa mise en scène que sur le fond et mérite d'être vu par son rappel d'un des grands crimes du 20<sup>e</sup> siècle. **Henri Wilno**

**BORDEAUX**

# Maintenant, « on est là » !

*Avec son score de 9,39%, la liste Bordeaux En Luttres envoie trois éluEs au conseil municipal de Bordeaux, au cours d'une élection également marquée par la défaite de la droite, en poste depuis 75 ans.*



BORDEAUX EN LUTTES

deuxième tour, assumant notre refus d'alliance, affirmant notre indépendance totale vis-à-vis de la « gauche » institutionnelle.

### Crédibilité politique

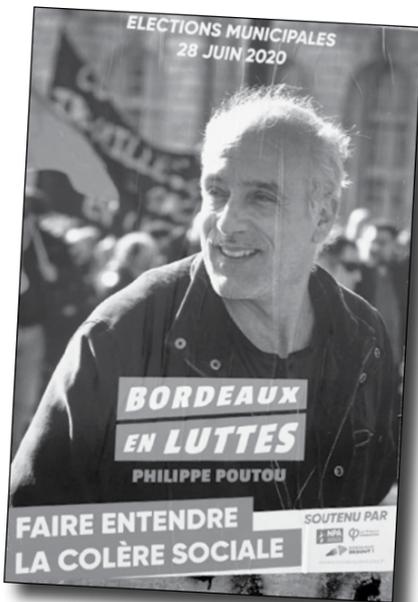
On savait qu'indépendamment du résultat final, nous avions de toute façon marqué la campagne électorale, en la politisant, en mettant en avant des réponses politiques comme la réquisition des logements, le blocage des loyers, les transports publics gratuits, l'interdiction des pesticides, une écologie anticapitaliste... et aussi sur la nécessité d'une démocratie directe, avec une population qui prenne ses affaires en mains et qui puisse décider directement de ce qui la concerne.

On a fini par bien résister à la pression du vote utile. Certes nous avons perdu 1100 voix et 2,4 points. Mais le résultat est là, nous entrons au conseil municipal, gagnant en même temps une crédibilité politique nouvelle. Car nous sommes allés jusqu'au bout, sans nous taire, sans nous effacer, sans plier face aux pressions, au chantage et à quelques insultes venant de la liste EÉLV-PS. Au final, notre influence, la sympathie qu'on suscite, comme les attentes vis-à-vis de notre arrivée, dépassent largement notre résultat.

Nous sommes évidemment fiers de ce que nous avons fait, collectivement, entre camarades d'associations, de collectifs, syndicalistes, Gilets jaunes, avec des LFI et des NPA. Et nous savons qu'autour de nous, il y a une grosse satisfaction d'avoir osé faire, d'avoir porté la parole des luttes et des révoltes de notre camp social. À l'image de

notre « meeting » de fin de campagne, à plus de 200, en plein air, sur la place Saint-Michel, quartier toujours populaire et immigré, malgré des années de gentrification et d'exclusion des milieux pauvres et modestes. À l'image aussi de la soirée électorale, toujours en plein air, quartier des Capucins, tout autant populaire, à chanter « On est là » ou encore l'*Internationale*, comme pour dire qu'il faudra compter sur nous, que notre colère rentrera bien dans la mairie pour bousculer la routine, pour changer la donne, en appui à toutes les mobilisations et résistances sociales.

**Philippe Poutou**



Le soir du deuxième tour, on a connu deux événements « historiques » à Bordeaux. Le premier, assez surprenant et d'autant plus délicieux, ce fut la chute du clan juppéiste-chabaniste, allié de circonstance avec les macronistes, perdant ainsi un pouvoir qu'ils avaient depuis 75 ans. On savait cette droite en difficulté, en mini crise de succession, mais la défaite paraissait peu probable. D'autant moins qu'en face, la solution de rechange proposée était une liste écolo-socialo (EÉLV-PS) si peu à gauche, si peu en rupture, menant d'ailleurs une campagne très centrée, essayant sans cesse de rassurer l'électorat de droite. Mais le ras-le-bol contre ce Bordeaux bourgeois qui exclut les classes populaires, le contexte marqué par le mouvement de colère des Gilets jaunes et une violente répression, pendant plus d'un an, tout cela fait que le pouvoir en place a fini par se faire dégager.

lancement de la campagne, il fallait rester au second tour, aller au bout, pour continuer à défendre notre anticapitalisme, faire entendre la colère sociale et la faire rentrer dans la mairie. Mais est-ce qu'on allait nous suivre, est-ce que parmi nos proches, parmi celles et ceux qui avaient voté pour nous au premier tour, notre présence au second tour serait perçue comme légitime et souhaitable ?

À part la liste EÉLV-PS dans son ensemble, qui a exprimé clairement son hostilité à notre égard (nous faisons « le jeu de la droite »), dans la population, au fil des distributions de tracts sur les marchés, des collages, des réseaux sociaux, nous avons rencontré essentiellement une grosse sympathie et un soutien permanent, même s'il y avait beaucoup d'hésitations sur quoi faire. Nous avons réussi à rendre légitime notre présence au

### Une envie de changement

Le deuxième événement, c'est notre liste, celle de « Bordeaux En Luttres » qui, grâce à son score de 9,39% des suffrages (5 300 voix) nous permet d'avoir 3 éluEs au parlement bordelais et un à la Métropole. Pour nous c'est énorme, c'est un exploit, même si depuis les 11,77% du premier tour, le fait de rentrer au conseil municipal était devenu très possible. Mais cela n'était pas aussi simple car pour une bonne partie de la population, l'enjeu principal de cette élection restait cette « chance » historique de Bordeaux de « basculer » à gauche. Il s'agissait bien d'une attente réelle même si, à côté de ça, l'important taux d'abstention (62%) montre aussi qu'une majorité n'attend plus rien des élections. Il a donc fallu se confronter à cet envie de changement. La liste n'avait aucune hésitation, c'était d'ailleurs décidé depuis le

### L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### FLICS CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Les sirènes de police ont retenti pendant de longues minutes avenue du Président-Kennedy à Paris (XVI<sup>e</sup>). Face au siège de Radio France, une soixantaine de voitures de fonction, une quinzaine de motos et plusieurs dizaines de policiers en colère se sont rassemblés aux alentours de minuit, jeudi soir, certains créant un intimidant cordon. Après le traditionnel jet de brassards et de menottes sur le sol, les forces de l'ordre ont entonné la Marseillaise. Une protestation qui intervient notamment pour dénoncer leurs conditions de travail et le manque de soutien de l'État (à commencer par le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner) alors que le pays est marqué par une série de manifestations contre les violences policières qui se sont multipliées ces dernières années. Si d'autres rassemblements ont eu lieu ces dernières semaines en France, les policiers réunis entendaient dénoncer les subventions du conseil régional d'Île-de-France, favorable selon eux à des « productions anti-flics », notamment un documentaire de David Dufresne. Le syndicat majoritaire Unité SGP Police dénonce un acharnement « anti-forces de l'ordre qui semble très lucratif ». Cette action a suscité de nombreuses réactions sur Twitter. L'une des plus cinglantes, celle du journaliste de France Inter Claude Askolovitch : « Ces syndicalistes policiers qui s'insurgent contre une subvention donnée au documentaire d'un journaliste incontestable semblent mûrs pour un régime moins libéral que le nôtre. De la part d'affiliés Force ouvrière (syndicat né contre le totalitarisme), c'est ennuyeux. » Auditionné mercredi à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la commission d'enquête parlementaire sur les obstacles à l'indépendance du pouvoir judiciaire, et interrogé par le député de La France insoumise Ugo Bernalicis au sujet des manifestations interdites, le préfet de police de Paris, Didier Lallement, n'a pas craint d'assurer qu'il n'avait pas identifié les organisateurs des rassemblements de policiers qui se déroulent depuis une dizaine de nuits en région parisienne, mais aussi ailleurs dans le pays. Sollicitée par Libération, la préfecture de police a renvoyé vers le ministère de l'Intérieur, qui n'a pas répondu à notre demande.

Charles Delouche et Philippine Kauffmann, « Devant Radio France, des policiers en faction commando », liberation.fr, 26 juin 2020.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
<b>Tarif standard</b>			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
<b>Promotion d'essai</b>		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322254755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)